

Art. 9. Le ministre flamand qui a l'environnement, l'aménagement du territoire et la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 mai 2023.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

La Ministre flamande de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,

Z. DEMIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42305]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Le présent arrêté s'inscrit dans le cadre la réforme actuelle de la politique agricole commune.

Par le biais de cet arrêté, le Région wallonne exécute les articles 21, 29 et 30 du règlement (UE) n° 2021/2115 « Plans stratégiques relevant de la PAC » du 2 décembre 2021 consacré aux paiements directs découplés.

Les aides couplées et les éco-régimes ne sont pas du ressort de cet arrêté.

Ce projet consacre en règles de droit les sections du Plan stratégique wallon relatif à la PAC portant sur les aides couplées au revenu, telles qu'entérinées en deuxième lecture par le Gouvernement wallon le 6 octobre 2022 et validée par la Commission européenne le 5 décembre 2022. Ledit Plan est disponible via le lien suivant : <https://agriculture.wallonie.be/plan-strategique-pac-2023-2027>

Le pouvoir du Gouvernement wallon d'intervenir dans les matières couvertes par l'arrêté découle du Code wallon de l'Agriculture et de ses article, D.4, D. 241 et D.242.

Le présent arrêté met en place, au travers d'un arrêté unique, diverses aides directes en faveur des agriculteurs : l'aide de base au revenu pour un développement durable, l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs.

1) OBJECTIFS ET PRINCIPES DU PROJET D'ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON

Le présent arrêté vise à organiser les aides directes en Région wallonne sous la prochaine PAC en continuité avec la précédente. Les trois aides présentées succèdent au paiement de base, paiement redistributif et paiement en faveur des jeunes agriculteurs.

Les exploitations wallonnes sont fortement dépendantes des aides de la PAC notamment dans le secteur de la viande bovine. L'importance des aides dans le revenu des exploitants est encore plus élevée en période de crise.

Les paiements directs visent à garantir un certain degré de stabilité financière pour les agriculteurs, en particulier pendant de longues périodes de bas prix.

De plus, les paiements directs garantissent la stabilité économique du secteur agricole, ainsi que la sécurité alimentaire et environnementale.

2) PRESENTATION DU TEXTE

L'article 1^{er} établit le sens donné à certains termes employés dans l'arrêté. Dans le dispositif, certains renvois sont faits à des notions définies dans le projet d'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité dans la mesure où ce dernier établit des définitions communes, sauf mention contraire, à l'ensemble des interventions relatives à la PAC.

Le chapitre 2 précise le mode d'introduction des demandes d'aides et demandes de paiement de l'aide de base au revenu pour un développement durable, de l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et de l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs via la demande unique.

Le chapitre 3 est consacré aux droits de paiement de base au revenu.

La section 1^{ère} est consacrée à l'établissement de la valeur des droits au paiement de base au revenu et au mécanisme de la convergence.

Le nombre de droits au paiement de base au revenu qui en résulte et qui sont alloués à un agriculteur en cas de respect des conditions d'attribution correspond au nombre de droits au paiement de base détenu en 2022.

Pour déterminer la valeur unitaire des droits avant convergence, la méthode de calcul établie à l'article 24, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 est utilisée :

- addition de la valeur des droits au paiement de base et du paiement vert de 2022 ;
- ajustement de la valeur des droits au paiement proportionnellement (utilisation d'un coefficient correcteur qui est égal au rapport entre le plafond octroyé aux paiements de base au revenu en 2023 (en tenant compte du surbooking et de la réserve) et celui octroyé à la somme des droits au paiement de base et vert détenus en 2022. Ce coefficient dépendra du budget octroyé au paiement de base au revenu en 2022).

L'article 6 explique la méthode tunnel utilisée pour la convergence. Pour l'année de demande 2026 :

- la valeur d'un droit ne pourra être supérieure à un niveau maximal (déterminé selon le besoin) ;
- la valeur d'un droit ne pourra être inférieure à un niveau minimum (85%) ;
- la valeur des droits entre le niveau maximal du tunnel (estimation 114,33%) et le niveau minimal du tunnel (85%) ne varie pas de 2023 à 2026 ;
- les droits supérieurs à la valeur maximale diminueront de manière linéaire annuellement ;
- les droits inférieurs à la valeur minimale augmenteront de manière linéaire annuellement.

La section 2 a trait à l'activation des droits au paiement de base au revenu. Les droits doivent être activés au moins une année sur deux sinon, les droits non-activés sont versés à la réserve régionale à la fin de la deuxième année de non-activation.

La section 3 précise les modalités de transfert des droits au paiement de base au revenu.

La section 4 organise la réserve régionale.

Utilisation de la réserve

L'article 17 énonce que la valeur des nouveaux droits au paiement de base au revenu attribués ou adaptés à partir de la réserve régionale sera déterminée conformément à l'article 26, §§ 8 et 9, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Le jeune agriculteur ou le nouvel agriculteur, demandeur de droits au paiement de base au revenu à partir de la réserve régionale, s'il :

1° ne détient aucun droit au paiement de base au revenu, reçoit de la réserve un nombre de droits égal au nombre d'hectares admissibles déclarés l'année de la demande d'accès à la réserve et de valeur égale à la moyenne régionale conformément à l'article 26, § 8, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

2° détient un nombre de droits au paiement de base au revenu inférieur au nombre d'hectares admissibles déclarés l'année de la demande d'accès à la réserve, reçoit de la réserve un nombre de droits égal au nombre d'hectares admissibles déclarés pour lesquels il ne détient aucun droit au paiement de base au revenu, d'une valeur égale à la moyenne régionale conformément à l'article 26, § 9, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

3° détient des droits au paiement de base au revenu d'une valeur inférieure à la valeur moyenne régionale, peut augmenter la valeur unitaire de ses droits jusqu'à la valeur moyenne régionale conformément à l'article 26, § 9, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Conformément à l'article 26, § 5, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'attribution ou l'adaptation de droits au paiement de base au revenu par l'utilisation de la réserve régionale est octroyée au bénéfice de l'agriculteur actif qui, à la suite d'une décision judiciaire définitive ou à un acte administratif définitif, bénéficie d'un accès à la réserve. L'agriculteur reçoit le nombre et la valeur des droits établis dans la décision judiciaire ou l'acte administratif au plus tard à la date fixée par le ministre.

L'utilité de la réserve est d'être utilisée pour des agriculteurs qui commencent à exercer une activité agricole. Selon l'article 26, § 4, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, « 4. Les États membres utilisent leur réserve en priorité pour attribuer des droits au paiement aux agriculteurs suivants :

- a) les jeunes agriculteurs qui se sont installés récemment (cinq ans) pour la première fois à la tête d'une exploitation ;
- b) les nouveaux agriculteurs. ».

Au cours de la programmation PAC 2015 2022, dans deux réponses données à la Belgique, la Commission européenne a indiqué que l'accès à la réserve devait être limité à une seule demande (voir annexes). Ce principe est reconduit car l'aide de base au revenu pour un développement durable est une 'reconduction' des droits existants. Il n'y a donc pas de distinction entre la programmation 2015 2022 et celle de 2023 2027.

Par conséquent, si un agriculteur a déjà bénéficié d'un accès lors d'une campagne précédente (ou une personne physique membre du producteur via un autre numéro de producteur que celui pour lequel la demande est effectuée), la demande d'accès à la réserve est refusée. Selon le principe de continuité, un agriculteur qui a bénéficié de l'accès à la réserve en 2015 ne pourra donc pas en bénéficier en 2023.

Constitution de la réserve

Conformément à l'article 26, § 6, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une réduction linéaire de la valeur de tous les droits au paiement sera effectuée si la réserve est insuffisante pour couvrir l'attribution des droits au paiement des bénéficiaires « jeunes agriculteurs » et « agriculteurs qui se sont installés récemment pour la première fois ».

La valeur des droits issus de la réserve

Conformément à l'article 26, § 8, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, la valeur des nouveaux droits au paiement attribués à partir de la réserve est égale à la valeur moyenne régionale des droits au paiement au cours de l'année d'attribution.

Le chapitre 4 est consacré à l'aide de base au revenu pour un développement durable.

La section 1^{ère} les conditions d'octroi de l'aide de base au revenu pour un développement durable.

Les droits au paiement de base au revenu (reconduction des droits à paiement existants) seront alloués à partir du 1^{er} janvier 2023 sous les conditions qui suivent.

Pour activer des droits au paiement de base au revenu définitifs, l'agriculteur doit :

1. répondre à la définition d'agriculteur actif au moment de l'introduction de sa déclaration de superficie et demande d'aides ;
2. détenir des droits au paiement en propriété ou par attribution temporaire une aide de base au revenu au moment de l'activation de ces droits au paiement.

Pour pouvoir prétendre à l'intervention, le demandeur doit introduire une demande d'aide ainsi qu'une demande de paiement annuelle via le formulaire de demande unique.

La section 2 organise la réduction du paiement de base au revenu en application de l'article 17 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Le montant du paiement de base au revenu à octroyer à un agriculteur au titre du paiement de base au revenu pour une année civile donnée est réduit de 100% sur le montant excédant 100 000 €.

Le montant du paiement de base au revenu, à octroyer à un agriculteur, pour une année civile donnée, excédant 60 000 € est réduit comme suit :

- (a) de 30% pour la tranche comprise entre 60 000 € et 75 000 € ;
- (b) de 85% pour la tranche comprise entre 75 000 € et 100 000 €.

Le chapitre 5 est consacré à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable.

Ce chapitre détermine les conditions d'octroi de l'aide redistributive complémentaire ainsi que la forme du paiement de l'aide.

L'aide est limitée aux trente premiers hectares de l'exploitation. Ce plafond s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire.

Le chapitre 6 est consacré à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs.

Ce chapitre détermine les conditions d'octroi de l'aide complémentaire pour les jeunes agriculteurs, les modalités d'application et la forme du paiement de l'aide.

Une aide complémentaire au revenu est octroyée aux jeunes agriculteurs installés récemment pour la première fois et ayant droit à un paiement au titre du paiement de base au revenu. Cette aide est octroyée pour une période continue de cinq ans au maximum à compter de l'année de la première demande acceptée. L'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs prend la forme d'un paiement annuel découpé par hectare admissible.

L'aide prévue au présent chapitre est octroyée aux agriculteurs qui ont reçu une aide au titre de paiement en faveur des jeunes agriculteurs sous la précédente programmation pour le restant de la période des cinq ans.

L'aide est limitée aux cent premiers hectares de l'exploitation. Ce plafond s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire.

Afin de renforcer le soutien aux exploitations de taille moyenne, il est prévu de payer l'aide en deux paliers :

- 1° un premier palier de 0 à 50 ha, avec une aide de 140 €/ha ;
- 2° un deuxième palier de 50 à 100 ha, avec une aide de 80 €/ha.

Cette décision se fonde sur une analyse qui se base, premièrement, sur une comparaison de données économiques d'exploitations comptant un jeune agriculteur selon leurs superficies. Sur un échantillon de 114 producteurs bénéficiaires d'aides à l'installation (comptant un jeune agriculteur), la capacité de rémunérer la main d'œuvre familiale est moindre et le taux d'endettement est supérieur dans les exploitations de taille inférieure à 50 hectares (différence de 26% si l'on compare les exploitations de moins de 50 ha aux exploitations de plus de 50 ha (voir tableau ci dessous). En outre, l'Excédent brut exploitation (EBE) par hectare est nettement supérieur dans les exploitations de taille inférieure à 50 ha, ce qui suppose qu'elles ont opté pour des spéculations avec des marges plus élevées.

Deuxièmement, à travers le même échantillon de 114 bénéficiaires d'aides à l'installation, une comparaison des données économiques a été effectuée entre les exploitations où le jeune est le seul chef d'exploitation et celles où il est en association avec d'autres personnes (voir tableau ci dessous). Les jeunes seuls chefs d'exploitation ont un taux d'endettement supérieur de 31% en moyenne par rapport aux jeunes en association. La capacité à rémunérer la main d'œuvre familiale est similaire dans les deux catégories.

Troisièmement, parmi les exploitations bénéficiaires de paiement en faveur des jeunes agriculteurs (paiement découplé payé en complément des DPB de l'exploitation) de 2015 à 2020, nous avons comparé la superficie de celles comptant une seule personne physique titulaire à celles comptant plusieurs personnes physiques titulaires (souvent un jeune en association avec des personnes plus âgées).

Les exploitations ayant une seule personne physique possèdent en moyenne une superficie environ deux fois plus petite (entre 45 et 50 ha) que les exploitations où plusieurs personnes physiques sont titulaires de l'exploitation (un peu plus de 100 ha), et représentent environ 40% des bénéficiaires du paiement en faveur des jeunes agriculteurs.

En conclusion, le système des paliers vise à cibler l'aide davantage vers des exploitations ayant un taux d'endettement élevé, malgré un revenu par hectare supérieur, et où le jeune agriculteur assume l'activité seul mais également à continuer d'aider les exploitations où plusieurs personnes physiques sont titulaires de l'exploitation (un peu plus de 100 ha)

3) AVIS DU CONSEIL D'ETAT (avis 72.803/4) du 6 février 2023

Le 22 décembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 6 février 2023 *, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 6 février 2023. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 février 2023.

* Par courriel du 23 décembre 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Ainsi que le souligne la note au Gouvernement, le projet est d'importance en ce qu'il vise à adapter la réglementation wallonne à l'évolution de la réglementation européenne, notamment dans le domaine de l'aide aux agriculteurs.

Selon les principes de technique législative, la rédaction d'un rapport au Gouvernement s'indique lorsqu'il contribue à la bonne compréhension des nouvelles règles, surtout si celles-ci sont techniques ou complexes(1). Invité à établir pareil rapport, le délégué du Ministre a communiqué une nouvelle version de la note au Gouvernement. Il conviendra d'en extraire les éléments pertinents, de la compléter par une description utile du cadre juridique et notamment de son articulation avec le plan stratégique de la PAC qui a fait l'objet de la décision d'exécution de la Commission du 5 décembre 2022 'portant approbation du plan stratégique relevant de la PAC 2023-2027 de la Belgique, Wallonie, en vue d'un soutien de l'Union financé par le Fonds européen agricole de garantie et le Fonds européen agricole pour le développement rural', ce afin d'établir le rapport au Gouvernement qui sera publié avec l'arrêté au *Moniteur belge*.

FORMALITÉ PRÉALABLE

Le projet a pour objet de régir l'octroi de l'aide de base au revenu pour un développement durable, l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs. Ces aides constituent respectivement les interventions nos 110, 120 et 130 du plan stratégique wallon relatif à la Politique agricole commune, qui a été approuvé par la décision d'exécution de la Commission européenne du 5 décembre 2022.

Aux termes de l'article 42 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après : « TFUE »), « les règles de concurrence ne sont applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Parlement européen et le Conseil ». À cet égard, l'article 145, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 'établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le

Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 dispose que « les articles 107, 108 et 109 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ne s'appliquent pas au soutien accordé par les États membres en application du présent règlement et en conformité avec ses dispositions [...] ». En vertu de cette disposition, les articles 107 à 109 du TFUE ne sont donc pas applicables aux aides en cause.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

Interrogé sur le point de savoir si la concertation avec le secteur, visée à l'alinéa 14, est requise par une norme législative ou réglementaire, le délégué du Ministre a répondu :

« Cette concertation n'est pas requise par une norme législative ou réglementaire. Sa mention dans les préambules du projet d'arrêté du Gouvernement et de l'ensemble des projets d'arrêtés relatifs aux interventions relevant de la PAC sera supprimée ».

Cet alinéa sera omis.

DISPOSITIF

Article 5

Invité à préciser qui procède concrètement au calcul, le délégué du Ministre a répondu :

« La méthode de calcul est définie au niveau européen, l'article 24, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 énonce :

'Les États membres déterminent la valeur unitaire des droits au paiement avant la convergence conformément au présent article en ajustant la valeur des droits au paiement proportionnellement à leur valeur établie conformément au règlement (UE) n° 1307/2013 pour l'année de demande 2022 et au paiement connexe en faveur des pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement prévu au titre III, chapitre III, dudit règlement pour l'année de demande 2022'.

L'administration wallonne réalise ce calcul pour déterminer la valeur unitaire des droits au paiement avant la convergence ».

Le dispositif sera complété par une disposition déterminant quelle autorité procède au calcul.

Article 13

Invité à justifier cette disposition, le délégué du Ministre a répondu :

« L'utilité de la réserve est d'être utilisée pour des agriculteurs qui commencent à exercer une activité agricole. Selon l'article 26, § 4, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 :

'4. Les États membres utilisent leur réserve en priorité pour attribuer des droits au paiement aux agriculteurs suivants :

a) les jeunes agriculteurs qui se sont installés récemment (cinq ans) pour la première fois à la tête d'une exploitation ;

b) les nouveaux agriculteurs'.

Au cours de la programmation PAC 2015 2022, dans deux réponses données à la Belgique, la Commission européenne a indiqué que l'accès à la réserve devait être limité à une seule demande (voir annexes). Ce principe est reconduit car l'aide de base au revenu pour un développement durable est une 'reconduction' des droits existants. Il n'y a donc pas de distinction entre la programmation 2015 2022 et celle de 2023 2027.

Par conséquent, si un agriculteur a déjà bénéficié d'un accès lors d'une campagne précédente (ou une personne physique membre du producteur via un autre numéro de producteur que celui pour lequel la demande est effectuée), la demande d'accès à la réserve est refusée. Selon le principe de continuité, un agriculteur qui a bénéficié de l'accès à la réserve en 2015 ne pourra donc pas en bénéficier en 2023 ».

Ces explications seront intégrées dans le rapport au Gouvernement.

Article 16

Interrogé sur le caractère facultatif de l'intervention du ministre, le délégué du Ministre a répondu :

« L'intervention du ministre est facultative car, comme indiqué à l'article 26, § 6, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 : 'Les États membres veillent à ce que la réserve soit alimentée par une réduction linéaire de la valeur de tous les droits au paiement lorsqu'elle ne suffit pas pour couvrir l'attribution des droits au paiement conformément aux paragraphes 4 et 5'. Par conséquent, si la réserve est suffisante, elle ne doit pas être réalimentée par une réduction linéaire de la valeur de tous les droits au paiement ».

Dès lors que, conformément à l'article 26, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/2115, la compétence du ministre est liée lorsque la réserve ne suffit pas pour couvrir l'attribution des droits au paiement, les mots « peut définir » seront remplacés par le mot « définit ».

Article 31

Invité à justifier la limitation à cent hectares admissibles, le délégué du Ministre a répondu :

« Afin de renforcer le soutien aux exploitations de taille moyenne, il est prévu de payer l'aide en deux paliers :

Un premier palier de 0 à 50 ha, avec une aide de 140 €/ha.

Un deuxième palier de 50 à 100 ha, avec une aide de 80 €/ha.

Cette décision se fonde sur une analyse qui se base, premièrement, sur une comparaison de données économiques d'exploitations comptant un jeune agriculteur selon leurs superficies. Sur un échantillon de 114 producteurs bénéficiaires d'aides à l'installation (comptant un jeune agriculteur), la capacité de rémunérer la main d'œuvre familiale est moindre et le taux d'endettement est supérieur dans les exploitations de taille inférieure à 50 hectares (différence de 26% si l'on compare les exploitations de moins de 50 ha aux exploitations de plus de 50 ha (voir tableau ci dessous). En outre, l'Excédent brut exploitation (EBE) par hectare est nettement supérieur dans les exploitations de taille inférieure à 50 ha, ce qui suppose qu'elles ont opté pour des spéculations avec des marges plus élevées.

[...]

Deuxièmement, à travers le même échantillon de 114 bénéficiaires d'aides à l'installation, une comparaison des données économiques a été effectuée entre les exploitations où le jeune est le seul chef d'exploitation et celles où il est en association avec d'autres personnes (voir tableau ci-dessous). Les jeunes seuls chefs d'exploitation ont un taux d'endettement supérieur de 31% en moyenne par rapport aux jeunes en association. La capacité à rémunérer la main d'œuvre familiale est similaire dans les deux catégories.

[...]

Troisièmement, parmi les exploitations bénéficiaires de paiement en faveur des jeunes agriculteurs (paiement découplé payé en complément des DPB de l'exploitation) de 2015 à 2020, nous avons comparé la superficie de celles comptant une seule personne physique titulaire à celles comptant plusieurs personnes physiques titulaires (souvent un jeune en association avec des personnes plus âgées) (voir tableau ci-dessous).

Les exploitations ayant une seule personne physique possèdent en moyenne une superficie environ deux fois plus petite (entre 45 et 50 ha) que les exploitations où plusieurs personnes physiques sont titulaires de l'exploitation (un peu plus de 100 ha) (voir tableau ci-dessous), et représentent environ 40% des bénéficiaires du paiement en faveur des jeunes agriculteurs.

En conclusion, le système des paliers vise à cibler l'aide davantage vers des exploitations ayant un taux d'endettement élevé, malgré un revenu par hectare supérieur, et où le jeune agriculteur assume l'activité seul mais également à continuer d'aider les exploitations où plusieurs personnes physiques sont titulaires de l'exploitation (un peu plus de 100 ha) ».

Il est pris acte de ces explications qui seront intégrées dans le rapport au Gouvernement.

Article 33

Les mots « entre en vigueur » seront remplacés par les mots « produit ses effets ».

Le greffier,
Charles Henri Van Hove

Le président,
Martine Baguet

Note

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n 3.14.c).

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'aide de base au revenu pour un développement durable, à l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable et à l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241 et D.242 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs ;

Vu l'arrêté ministériel exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2015 fixant, pour l'année 2015, les dates d'introduction des demandes d'aides relatives aux mesures agro-environnementales et à l'aide à l'agriculture biologique ainsi que la date de dépôt et la date ultime de modification de la demande unique ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux demandes d'attribution ou d'adaptation des droits au paiement de base par l'utilisation de la réserve régionale en faveur des agriculteurs ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 dérogeant aux règles du paiement vert suite à la sécheresse reconnue pour l'année 2017 à certaines communes affectées en Wallonie ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2018 dérogeant aux règles du paiement vert suite à la sécheresse reconnue pour l'année 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2021 dérogeant pour l'année 2021 à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs en ce qui concerne la date limite d'ensemencement et la période pendant laquelle les surfaces portant des cultures dérobées doivent être en place ;

Vu le rapport du 18 novembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 novembre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} décembre 2022 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 15 décembre 2022 ;

Vu l'avis 72803/4 du Conseil d'Etat, donné le 6 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1^o administration : l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

2^o agriculteur : l'agriculteur au sens de l'article D.3, 4^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

3^o agriculteur actif : l'agriculteur actif au sens de la partie 2, chapitre 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

4^o arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité ;

5^o demande unique : la demande unique au sens de l'article D.3, 13^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

6^o hectare admissible : l'hectare admissible au sens de la partie 2, chapitre 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

7^o jeune agriculteur : le jeune agriculteur au sens de la partie 2, chapitre 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

8^o nouvel agriculteur : le nouvel agriculteur au sens de la partie 2, chapitre 7, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 ;

9^o organisme payeur : l'organisme payeur au sens de l'article D.3, 25^o, du Code wallon de l'Agriculture ;

10^o règlement (UE) n^o 1307/2013 du 17 décembre 2013 : règlement (UE) n^o 1307/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 établissant les règles relatives aux paiements directs en faveur des agriculteurs au titre des régimes de soutien relevant de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (CE) n^o 637/2008 du Conseil et le règlement (CE) n^o 73/2009 du Conseil ;

11^o règlement (UE) n^o 2021/2115 du 2 décembre 2021 : le règlement (UE) n^o 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n^o 1305/2013 et (UE) n^o 1307/2013.

CHAPITRE 2. — Demande d'aides

Art. 2. Les agriculteurs demandeurs d'aides effectuent annuellement les demandes d'aides au titre de l'aide de base au revenu pour un développement durable, de l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable ou de l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs via la demande unique prévue par la partie 2, chapitre 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

L'agriculteur qui soumet une demande au titre de l'aide de base au revenu pour un développement durable est réputé avoir soumis une demande pour l'aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable.

Art. 3. Par dérogation aux articles 5 et 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, dans des circonstances dûment justifiées, l'agriculteur peut modifier sa demande unique après la date limite des soumissions pour la demande de modifications.

CHAPITRE 3. — Droits au paiement de base au revenu

Section 1^{re}. — Établissement de la valeur des droits au paiement de base au revenu et la convergence

Art. 4. Pour l'application de la présente section, l'on entend par :

1^o droits au paiement : les droits au paiement de base au revenu ;

2^o valeur unitaire initiale des droits au paiement : la valeur unitaire des droits au paiement de base au revenu calculée conformément à l'article 24, § 1^{er}, du règlement (UE) n^o 2021/2115 du 2 décembre 2021 ;

3^o valeur unitaire des droits au paiement : la valeur des droits au paiement de base au revenu calculée chaque année ;

4^o montant unitaire moyen prévu : le montant unitaire moyen prévu conformément à l'article 102, § 1^{er}, du règlement (UE) n^o 2021/2115 du 2 décembre 2021 est la valeur moyenne des différents montants unitaires qui devrait être payée pour l'aide de base au revenu.

Art. 5. La méthode de calcul établie à l'article 24, § 1^{er}, du règlement (UE) n^o 2021/2115 du 2 décembre 2021 est utilisée pour déterminer la valeur unitaire initiale des droits au paiement.

Art. 6. Conformément à l'article 24, § 5, du règlement (UE) n^o 2021/2115 du 2 décembre 2021, pour l'année de demande 2026, la valeur unitaire des droits au paiement est au moins égale à 85 % du montant unitaire moyen prévu.

Conformément à l'article 24, § 3, 5 et 6, alinéa 2, du règlement (UE) n^o 2021/2115 du 2 décembre 2021, afin de financer les augmentations de la valeur unitaire des droits au paiement visées à l'alinéa 1^{er}, les montants des droits au paiement dont la valeur unitaire initiale est supérieure au montant maximal de la valeur unitaire des droits au paiement pour l'année de demande 2026, déterminé de manière arithmétique par l'organisme payeur, sont réduits.

Les réductions et augmentations visées aux alinéas 1^{er} et 2 s'effectuent de manière linéaire à partir de l'année de demande 2023 jusqu'à l'année de demande 2026.

Section 2. — Activation des droits au paiement de base au revenu

Art. 7. Les droits au paiement de base au revenu sont activés conformément à l'article 25 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, au moins une année sur deux par l'agriculteur actif qui en est le détenteur.

En cas de non-activation des droits au paiement de base au revenu durant deux années consécutives, les droits concernés sont versés, en commençant par les droits de valeur unitaire la moins élevée, à la réserve régionale, visée à la section 4, à la fin de la deuxième année de non-activation.

Art. 8. Les droits au paiement sont déclarés une fois par an par l'agriculteur qui en est le détenteur à la date limite de soumission de la demande unique fixée par l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Section 3. — Transfert des droits au paiement de base au revenu

Art. 9. L'agriculteur qui cède des droits au paiement de base au revenu conformément à l'article 27, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021 notifie le transfert à l'organisme payeur, via le guichet informatisé consacré aux interventions et aux aides de la politique agricole commune mis à disposition par l'administration, au plus tard à la date limite de soumission de la demande unique fixée en application de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 10. Les droits au paiement de base au revenu peuvent être transférés après leur établissement définitif.

Art. 11. Le Ministre peut décider d'effectuer un prélèvement sur les transferts de droits au paiement de base au revenu sans terre et de le reverser à la réserve régionale. Dans ce cas, il définit le pourcentage du prélèvement, lequel ne peut toutefois pas dépasser 30 %.

Section 4. — Réserve régionale

Art. 12. La réserve régionale fonctionne selon les modalités prescrites par l'article 26 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Seul un agriculteur actif peut accéder à la réserve régionale.

Pour l'application de l'article 26, § 4, a), du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'on entend par « installés récemment pour la première fois à la tête d'une exploitation », une première installation en tant que chef d'exploitation intervenue dans les cinq années civiles qui précèdent l'année de la soumission de la demande unique.

Art. 13. Un même agriculteur bénéficie une seule fois de l'accès à la réserve régionale au cours de la présente programmation.

Art. 14. § 1^{er}. Pour bénéficier de l'accès à la réserve régionale, les agriculteurs soumettent une demande via la demande unique prévue par la partie 2, chapitre 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Cette demande tient lieu de demande d'attribution de droits au paiement de base au revenu. Elle est transmise à l'organisme payeur au plus tard à la date limite de soumission de la demande unique. L'organisme payeur demande à l'agriculteur de lui fournir les pièces justificatives nécessaires à son traitement. Si l'agriculteur ne fournit pas ces informations ou les fournit de manière incomplète, aucun accès à la réserve régionale ne lui est attribué.

§ 2. Pour activer ses droits à la réserve régionale, l'agriculteur déclare dans sa demande unique l'utilisation des droits qui lui ont été attribués ou qu'il a demandés si sa demande n'a pas encore été traitée par l'organisme payeur au moment de la soumission de son formulaire de demande unique.

Art. 15. La réserve régionale est constituée des droits au paiement de base au revenu non-activés conformément à l'article 7, alinéa 2.

Art. 16. Le Ministre définit le pourcentage de l'éventuelle réduction linéaire de la valeur de tous les droits au paiement de base au revenu visées à l'article 26, § 6, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Art. 17. Conformément à l'article 26, §§ 8 et 9, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, le Ministre fixe le calcul de la valeur des nouveaux droits au paiement de base au revenu attribués ou adaptés à partir de la réserve régionale.

Art. 18. Conformément à l'article 26, § 5, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'attribution ou l'adaptation de droits au paiement de base au revenu par l'utilisation de la réserve régionale est octroyée au bénéfice de l'agriculteur actif qui, à la suite d'une décision judiciaire définitive ou à un acte administratif définitif, bénéficie d'un accès à la réserve.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, l'agriculteur reçoit le nombre et la valeur des droits établis dans la décision judiciaire ou l'acte administratif au plus tard à la date fixée par le Ministre.

*CHAPITRE 4. — Aide de base au revenu pour un développement durable**Section 1^{re}. — Octroi de l'aide de base au revenu pour un développement durable*

Art. 19. Conformément aux articles 23, § 1^{er}, et 25 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide de base au revenu pour un développement durable, ci-après dénommée « l'aide de base au revenu », est octroyée aux agriculteurs actifs détenant un droit au paiement de base au revenu ou, le cas échéant une part de ce droit, activé sur un nombre d'hectare admissible correspondant.

Art. 20. Seul un agriculteur actif peut bénéficier de l'aide de base au revenu.

Section 2. — Réduction du paiement de l'aide de base au revenu pour un développement durable

Art. 21. En application de l'article 17, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, le montant à octroyer, avant l'éventuelle application des sanctions et pénalités consécutives à des contrôles administratifs ou des contrôles sur place, à un agriculteur au titre du paiement de l'aide de base au revenu pour une année civile donnée est réduit de 100 % sur le montant excédant 100.000 euros.

Art. 22. En application de l'article 17, § 2, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, le montant à octroyer, avant l'éventuelle application des sanctions et pénalités consécutives à des contrôles administratifs ou des contrôles sur place, à un agriculteur au titre du paiement de l'aide de base au revenu pour une année civile donnée excédant 60.000 euros est réduit de la manière suivante :

1° de 30 % pour la tranche comprise entre 60.000 et 75.000 euros ;

2° de 85 % pour la tranche comprise entre 75.000 et 100.000 euros.

CHAPITRE 5. — Aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable

Art. 23. Conformément à l'article 29, § 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une aide redistributive complémentaire au revenu pour un développement durable, ci-après dénommée « l'aide redistributive complémentaire au revenu », est accordée aux agriculteurs actifs qui ont droit à un paiement au titre de l'aide de base au revenu et qui ont soumis la demande unique dans les délais impartis.

Art. 24. Conformément à l'article 29, § 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide redistributive complémentaire au revenu prend la forme d'un paiement annuel découplé par hectare admissible.

Le Ministre détermine le montant de l'aide redistributive complémentaire au revenu par hectare admissible.

Pour des raisons budgétaires, le montant de l'aide peut être adapté dans les limites prévues par le Ministre, conformément à l'article 102, § 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Art. 25. En application de l'article 29, § 3, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide redistributive complémentaire au revenu est limitée aux trente premiers hectares admissibles d'une exploitation agricole.

En application de l'article 29, § 6, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, le nombre maximum d'hectares mentionné à l'alinéa 1^{er} s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire conformément à la partie 2, chapitre 9, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

CHAPITRE 6. — Aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs

Art. 26. En application de l'article 30 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, une aide complémentaire au revenu est octroyée aux jeunes agriculteurs installés récemment pour la première fois en tant que chef d'exploitation et qui ont droit à un paiement au titre de l'aide de base au revenu visée au chapitre 4.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, la première installation en tant que chef d'exploitation intervient dans les cinq années civiles qui précèdent l'année de la soumission de la demande unique.

La condition d'âge visée à l'article 24, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 est vérifiée uniquement lors de la première année de soumission de la demande unique.

Art. 27. La demande d'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs est soumise annuellement et dans les délais impartis via la demande unique prévue par la partie 2, chapitre 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 28. § 1^{er}. En application de l'article 30, § 3, alinéa 1^{er}, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs est octroyée pour une période continue de maximum cinq ans à compter de l'année de l'acceptation de la première demande.

§ 2. Conformément à l'article 30, § 2, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide prévue au présent chapitre est octroyée aux agriculteurs qui ont reçu une aide au titre de l'article 50 du règlement (UE) n° 1307/2013 du 17 décembre 2013 pour le restant de la période visée au paragraphe 5 dudit article.

§ 3. En application de l'article 30, § 3, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'octroi de l'aide complémentaire pour les jeunes agriculteurs n'est pas garanti pour la période allant au-delà de la présente programmation.

Art. 29. L'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs est accordée à une personne morale indépendamment de sa forme juridique, moyennant le respect des conditions suivantes :

1° la personne morale a droit à l'aide de base au revenu et a déclaré des hectares admissibles ;

2° une personne physique répond à la définition du jeune agriculteur au sein de la personne morale.

L'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs n'est plus accordée si le jeune agriculteur qui respecte les critères énoncés à l'alinéa 1^{er}, 2°, a cessé de respecter la condition visée à l'article 24, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

Art. 30. En application de l'article 30, § 3, alinéa 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs prend la forme d'un paiement annuel découplé par hectare admissible.

Le Ministre détermine le montant de l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs par hectare admissible.

Pour des raisons budgétaires, le montant de l'aide peut être adapté dans les limites prévues par le Ministre, conformément à l'article 102, § 2, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Art. 31. En application de l'article 30, § 3, alinéa 3, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, l'aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs est limitée à cent hectares admissibles.

En application de l'article 30, § 4, du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021, le nombre maximum d'hectares mentionné à l'alinéa 1^{er} s'applique au niveau des titulaires des personnes morales, des associations ou des sociétés sans personnalité juridique en fonction de leurs parts, de la répartition du droit d'usage ou de leurs apports dans l'activité du partenaire conformément à la partie 2, chapitre 9, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023.

CHAPITRE 7. — Dispositions finales

Art. 32. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 27 août 2015, du 17 décembre 2015, du 2 février 2017, du 23 mars 2017, 22 mars 2018, du 11 octobre 2018, du 14 mars 2019 et du 23 décembre 2021 ;

2° l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs, modifié par les arrêtés ministériels du 17 décembre 2015, du 29 avril 2016, 2 février 2017, du 22 mars 2018, du 14 mars 2019, du 1^{er} septembre 2020, du 5 août 2021 et du 14 janvier 2022 ;

3° l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2015 fixant, pour l'année 2015, les dates d'introduction des demandes d'aides relatives aux mesures agro-environnementales et à l'aide à l'agriculture biologique ainsi que la date de dépôt et la date ultime de modification de la demande unique ;

4° l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux demandes d'attribution ou d'adaptation des droits au paiement de base par l'utilisation de la réserve régionale en faveur des agriculteurs ;

5° l'arrêté ministériel du 21 septembre 2017 dérogeant aux règles du paiement vert suite à la sécheresse reconnue pour l'année 2017 à certaines communes affectées en Wallonie ;

6° l'arrêté ministériel du 10 octobre 2018 dérogeant aux règles du paiement vert suite à la sécheresse reconnue pour l'année 2018 ;

7° l'arrêté ministériel du 24 septembre 2021 dérogeant pour l'année 2021 à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 23 avril 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2015 exécutant le régime des paiements directs en faveur des agriculteurs en ce qui concerne la date limite d'ensemencement et la période pendant laquelle les surfaces portant des cultures dérobées doivent être en place.

Art. 33. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 34. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/42305]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte

BERICHT AN DIE REGIERUNG

Der vorliegende Erlass ist Teil der gegenwärtigen Reform der Gemeinsamen Agrarpolitik.

Durch diesen Erlass setzt die Wallonische Region die Artikel 21, 29 und 30 der Verordnung (EU) 2021/2115 "GAP-Strategiepläne" vom 2. Dezember 2021 über entkoppelte Direktzahlungen um.

Gekoppelte Stützungen und Öko-Regelungen fallen nicht in den Anwendungsbereich dieses Erlasses.

Mit diesem Entwurf werden die Abschnitte des wallonischen GAP-Strategieplans, die sich auf die gekoppelten Einkommensstützungen beziehen, wie sie in zweiter Lesung von der Wallonischen Regierung am 6. Oktober 2022 bestätigt und von der Europäischen Kommission am 5. Dezember 2022 gebilligt wurden, in Rechtsvorschriften verankert. Der besagte Plan ist über den folgenden Link abrufbar:

<https://agriculture.wallonie.be/plan-strategique-pac-2023-2027>

Die Befugnis der Wallonischen Regierung, in den vom Erlass abgedeckten Bereichen zu intervenieren, fußt auf dem Wallonischen Gesetzbuch über die Landwirtschaft und seinen Artikeln D.4, D. 241 und D.242.

Durch den vorliegenden Erlass werden mit einem einzelnen Erlass verschiedene Direktbeihilfen zugunsten der Landwirte eingeführt: die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte.

1) ZIELE UND GRUNDSÄTZE DES ERLASSENTWURFS DER WALLONISCHEN REGIERUNG

Durch den vorliegenden Erlass sollen die Direktbeihilfen in der Wallonischen Region unter der nächsten GAP in Kontinuität mit der vorherigen GAP organisiert werden. Die drei vorgestellten Beihilfen folgen auf die Basisprämie, die Umverteilungsprämie und die Zahlung für Junglandwirte.

Die wallonischen Betriebe sind stark von den GAP-Beihilfen abhängig, unter anderem im Rindfleischsektor. Die Wichtigkeit der Beihilfen für das Einkommen der Betriebsleiter ist in Krisenzeiten noch größer.

Die Direktzahlungen sollen den Landwirten ein gewisses Maß an finanzieller Stabilität garantieren, insbesondere während längerer Niedrigpreisperioden.

Darüber hinaus gewährleisten die Direktzahlungen die wirtschaftliche Stabilität des Agrarsektors sowie die Ernährungs- und Umweltsicherheit.

2) DARSTELLUNG DES TEXTES

In Artikel 1 wird die Bedeutung bestimmter im Erlass verwendeter Begriffe festgelegt. Im verfügbaren Teil wird in einigen Fällen auf Begriffe verwiesen, die im Erlassentwurf der Wallonischen Regierung betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Cross-Compliance definiert sind, da dieser gemeinsame Definitionen enthält, die, sofern nicht anders angegeben, für alle Interventionen im Zusammenhang mit der GAP gelten.

In Kapitel 2 wird festgelegt, wie Anträge auf Beihilfen und Anträge auf Zahlung im Rahmen der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, der ergänzenden Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und der ergänzenden Einkommensstützung für Junglandwirte über den Sammelantrag einzureichen sind.

Kapitel 3 betrifft die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe.

Abschnitt 1 betrifft die Festlegung des Wertes der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe und den Konvergenzmechanismus.

Die Anzahl der sich daraus ergebenden Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe, die einem Landwirt bei Einhaltung der Zuweisungsbedingungen gewährt werden, entspricht der Anzahl der im Jahr 2022 bestehenden Ansprüche auf Basisprämie.

Zur Bestimmung des Einheitswerts der Ansprüche vor Konvergenz wird die in Artikel 24 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 festgelegte Berechnungsmethode verwendet:

- Addition des Wertes der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie und der Vergrünungszahlung von 2022;
- proportionale Anpassung des Werts der Zahlungsansprüche (Verwendung eines Berichtigungskoeffizienten, der dem Verhältnis zwischen der für die Basisprämien als Einkommensbeihilfe im Jahr 2023 gewährten Obergrenze – unter Berücksichtigung der Überbuchung und der Reserve – und der für die im Jahr 2022 bestehenden Ansprüche auf Basisprämie und Vergrünungszahlung gewährten Obergrenze entspricht). Dieser Koeffizient hängt von dem Budget ab, das 2022 für die Basisprämie als Einkommensbeihilfe gewährt wurde).

In Artikel 6 wird die für die Konvergenz angewandte Tunnelmethode erläutert. Für das Antragsjahr 2026:

- darf der Wert eines Anspruchs nicht höher sein als ein bestimmter Höchstwert (, der je nach Bedarf festgelegt wird);
- darf der Wert eines Anspruchs nicht unter einer Mindestgrenze (85%) liegen;
- variiert der Wert der Ansprüche zwischen dem maximalen Tunnelwert (geschätzt auf 114,33 %) und dem minimalen Tunnelwert (85 %) nicht von 2023 bis 2026;
- werden Ansprüche, die über dem Höchstwert liegen, jährlich linear sinken;
- werden Ansprüche, die unter dem Mindestwert liegen, jährlich linear ansteigen.

Abschnitt 2 bezieht sich auf die Aktivierung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe. Die Ansprüche müssen mindestens jedes zweite Jahr aktiviert werden, ansonsten werden die nicht aktivierten Ansprüche am Ende des zweiten Jahres der Nichtaktivierung der regionalen Reserve zugeführt.

Abschnitt 3 erläutert die Modalitäten für die Übertragung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe.

Abschnitt 4 regelt die regionale Reserve.

Verwendung der Reserve

In Artikel 17 wird angegeben, dass der Wert der aus der regionalen Reserve zugewiesenen oder entsprechend der Reserve angepassten neuen Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe gemäß Artikel 26 Absatz 8 und 9 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 festgelegt wird.

Der Junglandwirt oder der Neulandwirt gilt als Antragsteller für die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe ab der regionalen Reserve, wenn er:

1° keinen Zahlungsanspruch auf die Basisprämie hat, von der Reserve eine Anzahl Ansprüche erhält, die der Anzahl der im Jahre des Antrags auf Zugang zur Reserve angegebenen beihilfefähigen Hektarflächen entspricht und die gemäß Artikel 26 Absatz 8 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 den gleichen Wert wie der regionale Durchschnitt haben;

2° eine Anzahl Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe hat, die unter der Anzahl der im Jahre des Antrags auf Zugang zur Reserve angegebenen beihilfefähigen Hektarflächen liegt, von der Reserve eine Anzahl Ansprüche erhält, die der Anzahl der angegebenen beihilfefähigen Hektarflächen entspricht, für die er keinen Zahlungsanspruch auf die Basisprämie als Einkommensbeihilfe hat, und die gemäß Artikel 26 Absatz 9 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 den gleichen Wert wie der regionale Durchschnitt haben;

3° Zahlungsansprüche auf die auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe hat, deren Wert unter dem durchschnittlichen regionalen Wert liegt, und gemäß Artikel 26 Absatz 9 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 den Einheitswert seiner Ansprüche bis zum durchschnittlichen regionalen Wert erhöhen kann.

Gemäß Artikel 26 Absatz 5 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe durch die Verwendung der regionalen Reserve dem aktiven Landwirt gewährt, der infolge eines endgültigen Gerichtsbeschlusses oder eines endgültigen Verwaltungsaktes den Zugang zur Reserve beanspruchen kann. Der Landwirt erhält die Anzahl und den Wert der in dem Gerichtsbeschluss oder dem Verwaltungsakt festgelegten Ansprüche spätestens an dem vom Minister festgelegten Datum.

Die Reserve dient der Nutzung von Landwirten, die eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen. In Artikel 26 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 heißt es: "4. Die Mitgliedstaaten verwenden ihre Reserve vorrangig für die Zuweisung von Zahlungsansprüchen an folgende Landwirte:

a) *Junglandwirte, die erstmals einen Betrieb neu (fünf Jahre) gegründet haben;*

b) *neue Landwirte.*"

Während der GAP-Programmplanung 2015 2022 hat die Europäische Kommission Belgien in zwei Antworten darauf hingewiesen, dass der Zugang zur Reserve auf einen einzigen Antrag beschränkt werden müsse (siehe Anhänge). Dieser Grundsatz wird fortgeführt, da die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit eine 'Fortführung' der bestehenden Ansprüche ist. Es gibt also keine Unterscheidung zwischen der Programmplanung 2015 2022 und der Programmplanung 2023 2027.

Wenn also ein Landwirt (oder eine dem Erzeuger angehörende natürliche Person über eine andere Erzeugernummer als die, für die der Antrag gestellt wird) bereits in einem früheren Wirtschaftsjahr Zugang erhalten hat, wird der Antrag auf Zugang zur Reserve abgelehnt. Nach dem Grundsatz der Kontinuität kann ein Landwirt, der 2015 Zugang zur Reserve erhalten hat, also 2023 nicht mehr davon Gebrauch machen.

Einrichtung der Reserve

Gemäß Artikel 26 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird eine lineare Kürzung des Wertes aller Zahlungsansprüche vorgenommen, wenn die Reserve für die Zuweisung von Zahlungsansprüchen der Begünstigten "Junglandwirte" und "Landwirte, die sich erstmals neu niedergelassen haben" nicht ausreicht.

Der Wert der Ansprüche aus der Reserve

Gemäß Artikel 26 Absatz 8 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 entspricht der Wert neuer Zahlungsansprüche, die aus der Reserve zugewiesen werden, dem regionalen Durchschnittswert von Zahlungsansprüchen im Jahr der Zuweisung.

Kapitel 4 ist der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit gewidmet.

Abschnitt 1 betrifft die Bedingungen für die Gewährung der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit.

Die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe (Fortführung der bestehenden Zahlungsansprüche) werden ab dem 1. Januar 2023 unter den nachstehenden Bedingungen zugewiesen.

Um die definitiven Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe zu aktivieren, muss der Landwirt:

1. zum Zeitpunkt der Einreichung seiner Flächenerklärung und seines Beihilfeantrags die Definition eines aktiven Landwirts erfüllen;
2. über Zahlungsansprüche als Eigentum oder durch vorübergehende Zuweisung über eine Einkommensgrundstützung zum Zeitpunkt der Aktivierung dieser Zahlungsansprüche verfügen.

Um Anspruch auf die Intervention zu haben, muss der Antragsteller über das Sammelantragsformular einen Beihilfeantrag sowie einen jährlichen Zahlungsantrag einreichen.

In Abschnitt 2 wird die Kürzung der Zahlung der Basisprämie als Einkommensbeihilfe gemäß Artikel 17 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 geregelt.

Der Betrag der Basisprämie als Einkommensbeihilfe, der einem Landwirt im Rahmen der Basisprämie als Einkommensbeihilfe für ein bestimmtes Kalenderjahr zu gewährt ist, wird um 100 % des 100 000 € übersteigenden Betrags gekürzt.

Der 60 000 € übersteigende Betrag der Basisprämie als Einkommensbeihilfe, der einem Landwirt für ein bestimmtes Kalenderjahr zu gewährt ist, wird wie folgt gekürzt:

- (a) um 30 % für die Tranche zwischen 60.000 € und 75.000 € Euro;
- (b) um 85 % für die Tranche zwischen 75.000 € und 100.000 € Euro.

Kapitel 5 ist der ergänzenden Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit gewidmet.

In diesem Kapitel werden die Bedingungen für die Gewährung der ergänzenden Umverteilungseinkommensstützung sowie die Form der Zahlung der Beihilfe festgelegt.

Die Beihilfe ist auf die ersten dreißig Hektar des Betriebs begrenzt. Diese Obergrenze gilt auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder ihrer Einbringungen in die Tätigkeit des Partners.

Kapitel 6 ist der ergänzenden Einkommensstützung für Junglandwirte gewidmet.

In diesem Kapitel werden die Bedingungen für die Gewährung der ergänzenden Einkommensstützung für Junglandwirte, die Durchführungsbestimmungen und die Form der Zahlung der Beihilfe festgelegt.

Junglandwirten, die sich erstmals neu niedergelassen haben und Anspruch auf eine Zahlung im Rahmen der Basisprämie als Einkommensbeihilfe haben, wird eine ergänzende Einkommensstützung gewährt. Diese Beihilfe wird für einen fortlaufenden Zeitraum von höchstens fünf Jahren ab dem Jahr des ersten angenommenen Antrags gewährt. Die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte erfolgt in Form einer jährlichen entkoppelten Zahlung pro beihilfefähige Hektarfläche.

Die im vorliegenden Kapitel vorgesehene Beihilfe wird Landwirten, die im Rahmen der vorangegangenen Programmplanung eine Beihilfe als Zahlung für Junglandwirte erhalten haben, für den Rest des Fünfjahreszeitraums gewährt.

Die Beihilfe ist auf die ersten hundert Hektar des Betriebs begrenzt. Diese Obergrenze gilt auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder ihrer Einbringungen in die Tätigkeit des Partners.

Um die Unterstützung für mittelgroße Betriebe zu verstärken, ist eine Zahlung der Beihilfe in zwei Stufen vorgesehen:

- 1° eine erste Stufe von 0 bis 50 ha mit einer Beihilfe von 140 €/ha;
- 2° eine zweite Stufe von 50 bis 100 ha mit einer Beihilfe von 80 €/ha.

Dieser Beschluss stützt sich auf eine Analyse, die erstens auf einem Vergleich der Wirtschaftsdaten der Betriebe, in denen ein Junglandwirt tätig ist, nach ihrer Fläche beruht. Bei einer Stichprobe von 114 Begünstigten der Niederlassungsbeihilfen (Junglandwirt einbezogen), ist die Fähigkeit, die Familienarbeitskräfte zu entlohnen, geringer und der Verschuldungsgrad in Betrieben mit bis zu 50 Hektar höher (26 % Unterschied beim Vergleich von weniger als 50 ha großen Betrieben mit mehr als 50 ha großen Betrieben [siehe Tabelle unten]). Darüber hinaus ist der Bruttobetriebsüberschuss (BBÜ) pro Hektar in weniger als 50 ha großen Betrieben deutlich höher, was darauf hindeutet, dass diese Betriebe sich für Spekulationen mit höheren Gewinnspannen entschieden haben.

Zweitens wurde anhand derselben Stichprobe von 114 Begünstigten der Niederlassungsbeihilfe ein Vergleich der Wirtschaftsdaten zwischen Betrieben, in denen der Junglandwirt alleiniger Betriebsleiter ist, und Betrieben, in denen er mit anderen Personen zusammenarbeitet, durchgeführt (siehe Tabelle unten). Junglandwirte, die den Betrieb allein führen, weisen einen um durchschnittlich 31 % höheren Verschuldungsgrad auf als Junglandwirte, die sich in einer Vereinigung befinden. Die Fähigkeit, die Familienarbeitskräfte zu entlohnen, ist in beiden Kategorien ähnlich.

Drittens haben wir unter den Betrieben, die von 2015 bis 2020 Zahlungen für Junglandwirte erhielten (entkoppelte Zahlung, die zusätzlich zu den ABP des Betriebs gezahlt wurde), die Fläche der Betriebe mit einer einzigen natürlichen Person als Inhaber mit der Fläche der Betriebe mit mehreren natürlichen Personen als Inhaber (häufig ein Junglandwirt in Vereinigung mit älteren Personen) verglichen.

Betriebe mit einer einzigen natürlichen Person haben im Durchschnitt eine etwa halb so große Fläche (zwischen 45 und 50 ha) wie Betriebe mit mehreren natürlichen Personen als Betriebsinhaber (etwas über 100 ha) und machen etwa 40 % der Begünstigten der Zahlung für Junglandwirte aus.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Stufenmodell darauf abzielt, die Beihilfe stärker auf Betriebe auszurichten, die trotz eines höheren Einkommens pro Hektar einen hohen Verschuldungsgrad aufweisen und in denen der Junglandwirt die Tätigkeit allein bewältigt, aber auch Betriebe, in denen mehrere natürliche Personen Betriebsinhaber sind, weiterhin zu unterstützen (etwas mehr als 100 ha).

3) GUTACHTEN DES STAATSRATS (Gutachten 72.803/4) vom 6. Februar 2023

Am 22. Dezember 2022 wurde der Staatsrat bzw. dessen Gesetzgebungsabteilung vom Vizepräsidenten und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren der Wallonischen Region aufgefordert, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die bis zum 6. Februar 2023 * verlängert wurde, ein Gutachten zu einem Erlassentwurf der Wallonischen Region 'über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte' abzugeben.

Der Entwurf wurde am 6. Februar 2023 von der Vierten Kammer untersucht. Die Kammer bestand aus der Kammervorsitzenden Martine BAGUET, den Staatsräten Luc CAMBIER und Bernard BLERO, den Beisitzern Sébastien VAN DROOGHENBROECK und Marianne DONY sowie dem Greffier Charles Henri VAN HOVE.

Der Bericht wurde von Xavier DELGRANGE, erster Auditor-Abteilungsleiter, vorgestellt.

Das Gutachten, dessen Text im Folgenden wiedergegeben wird, wurde am 6. Februar 2023 abgegeben.

* Per E-Mail vom 23. Dezember 2023.

*

Da der Begutachtungsantrag auf der Grundlage von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze 'über den Staatsrat' eingereicht wurde, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die Rechtsgrundlage des Entwurfs, auf die Befugnis des erlassenden Organs sowie auf die Erfüllung der vorherigen Formalitäten gemäß Artikel 84 Paragraph 3 der vorgenannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Anmerkungen.

VORANGEHENDE BEMERKUNG

Wie im Bericht an die Regierung hervorgehoben, ist der Entwurf von großer Bedeutung, da er darauf abzielt, die wallonischen Vorschriften an die Entwicklung der europäischen Vorschriften, insbesondere im Bereich der Beihilfen für Landwirte, anzupassen.

Nach den Grundsätzen der Gesetzgebungstechnik ist das Verfassen eines Berichts an die Regierung angebracht, wenn dieser zum besseren Verständnis der neuen Vorschriften beiträgt, insbesondere wenn es sich um technische oder komplexe Vorschriften handelt. Der Vertreter des Ministers wurde aufgefordert, einen solchen Bericht zu erstellen, und übermittelte eine neue Fassung des Berichts an die Regierung. Daraus sollten die relevanten Elemente entnommen und durch eine nützliche Beschreibung des Rechtsrahmens und insbesondere seiner Verbindung mit dem GAP-Strategieplan ergänzt werden, der Gegenstand des Durchführungsbeschlusses der Kommission vom 5. Dezember 2022 'zur Genehmigung des GAP-Strategieplans 2023–2027 von Belgien/Wallonien für die Unterstützung der Union aus dem Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft und aus dem Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums' war, um den Bericht an die Regierung zu erstellen, der zusammen mit dem Erlass im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden soll.

VORBEREITENDE FORMALITÄT

Ziel des Entwurfs ist es, die Gewährung der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, der ergänzenden Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und der ergänzenden Einkommensstützung für Junglandwirte zu regeln. Diese Beihilfen stellen jeweils die Interventionen Nr. 110, 120 und 130 des wallonischen Strategieplans für die Gemeinsame Agrarpolitik dar, der durch den Durchführungsbeschluss der Europäischen Kommission vom 5. Dezember 2022 genehmigt wurde.

Gemäß Artikel 42 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union (nachstehend "AEUV" genannt) "[finden] die Wettbewerbsregeln [...] auf die Produktion landwirtschaftlicher Erzeugnisse und den Handel mit diesen nur insoweit Anwendung, als das Europäische Parlament und der Rat dies [...] bestimmt". In diesem Zusammenhang sieht Artikel 145 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 'mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013' vor, dass "die Artikel 107, 108 und 109 AEUV [...] keine Anwendung [finden] auf von den Mitgliedstaaten gemäß dieser Verordnung und im Einklang mit ihr geleistete Unterstützung [...]". Gemäß dieser Bestimmung sind die Artikel 107 bis 109 des AEUV daher nicht auf die betreffenden Beihilfen anwendbar.

ENTWURFSPRÜFUNG

PRÄAMBEL

Auf die Frage, ob die in Absatz 14 erwähnte Absprache mit dem Sektor durch eine Gesetzes- oder Verordnungsnorm vorgeschrieben ist, antwortete der Vertreter des Ministers:

"Diese Absprache ist nicht durch eine Gesetzes- oder Verordnungsnorm vorgeschrieben. Ihre Erwähnung in den Präambeln des Erlassentwurfs der Regierung und aller Erlassentwürfe zu den Interventionen im Rahmen der GAP wird gestrichen".

Dieser Absatz wird ausgelassen.

VERFÜGENDER TEIL

Artikel 5

Auf die Frage, wer die Berechnung konkret durchführt, antwortete der Vertreter des Ministers:

"Die Berechnungsmethode wird auf europäischer Ebene festgelegt. In Artikel 24 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 heißt es:

"Die Mitgliedstaaten bestimmen den Einheitswert der Zahlungsansprüche vor Anwendung der Konvergenz nach diesem Artikel, indem sie den Wert der Zahlungsansprüche im Verhältnis zu ihrem gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 für das Antragsjahr 2022 festgesetzten Wert und der damit verbundenen Zahlung für dem Klima- und Umweltschutz förderliche landwirtschaftliche Bewirtschaftungsverfahren gemäß Titel III Kapitel III der genannten Verordnung für das Antragsjahr 2022 anpassen.

Die wallonische Verwaltung führt diese Berechnung durch, um den Einheitswert der Zahlungsansprüche vor der Konvergenz zu bestimmen".

Der verfügende Teil wird durch eine Bestimmung ergänzt, die festlegt, welche Behörde die Berechnung durchführt.

Artikel 13

Auf die Frage nach einer Begründung für diese Bestimmung antwortete der Vertreter des Ministers:

„Die Reserve dient der Nutzung von Landwirten, die eine landwirtschaftliche Tätigkeit aufnehmen. In Artikel 26 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 heißt es:

‘4. Die Mitgliedstaaten verwenden ihre Reserve vorrangig für die Zuweisung von Zahlungsansprüchen an folgende Landwirte:

- a) Junglandwirte, die erstmals einen Betrieb neu (fünf Jahre) gegründet haben;
- b) neue Landwirte’.

Während der GAP-Programmplanung 2015-2022 hat die Europäische Kommission Belgien in zwei Antworten darauf hingewiesen, dass der Zugang zur Reserve auf einen einzigen Antrag beschränkt werden müsse (siehe Anhänge). Dieser Grundsatz wird fortgeführt, da die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit eine ‘Fortführung’ der bestehenden Ansprüche ist. Es gibt also keine Unterscheidung zwischen der Programmplanung 2015 2022 und der Programmplanung 2023-2027.

Wenn also ein Landwirt (oder eine dem Erzeuger angehörende natürliche Person über eine andere Erzeugernummer als die, für die der Antrag gestellt wird) bereits in einem früheren Wirtschaftsjahr Zugang erhalten hat, wird der Antrag auf Zugang zur Reserve abgelehnt. Nach dem Grundsatz der Kontinuität kann ein Landwirt, der 2015 Zugang zur Reserve erhalten hat, also 2023 nicht mehr davon Gebrauch machen’.

Diese Erläuterungen werden in den Bericht an die Regierung aufgenommen.

Artikel 16

Auf die Frage der fakultativen Intervention des Ministers antwortete der Vertreter des Ministers:

„Die Intervention des Ministers ist fakultativ, da es in Artikel 26 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 heißt: ‘Die Mitgliedstaaten stellen sicher, dass die Reserve durch eine lineare Kürzung des Wertes aller Zahlungsansprüche aufgefüllt wird, wenn die Reserve für die Zuweisung von Zahlungsansprüchen gemäß den Absätzen 4 und 5 nicht ausreicht.’ Wenn die Reserve daher ausreichend ist, muss sie nicht durch eine lineare Verringerung des Wertes aller Zahlungsansprüche wieder aufgefüllt werden“.

Da gemäß Artikel 26 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/2115 die Zuständigkeit des Ministers gebunden ist, wenn die Reserve zur Deckung der Zuweisung von Zahlungsansprüchen nicht ausreicht, wird die Wortfolge “kann festlegen” durch die Wortfolge “legt fest” ersetzt.

Artikel 31

Auf die Frage nach einer Begründung für die Begrenzung auf hundert Hektar beihilfefähige Fläche antwortete der Vertreter des Ministers:

„Um die Unterstützung für mittelgroße Betriebe zu verstärken, ist eine Zahlung der Beihilfe in zwei Stufen vorgesehen:

Eine erste Stufe von 0 bis 50 ha mit einer Beihilfe von 140 €/ha.

Eine zweite Stufe von 50 bis 100 ha mit einer Beihilfe von 80 €/ha.

Dieser Beschluss stützt sich auf eine Analyse, die erstens auf einem Vergleich der Wirtschaftsdaten der Betriebe, in denen ein Junglandwirt tätig ist, nach ihrer Fläche beruht. Bei einer Stichprobe von 114 Begünstigten der Niederlassungsbeihilfen (Junglandwirt einbezogen), ist die Fähigkeit, die Familienarbeitskräfte zu entlohnen, geringer und der Verschuldungsgrad in Betrieben mit bis zu 50 Hektar höher (26 % Unterschied beim Vergleich von weniger als 50 ha großen Betrieben mit mehr als 50 ha großen Betrieben [siehe Tabelle unten]). Darüber hinaus ist der Bruttobetriebsüberschuss (BBÜ) pro Hektar in weniger als 50 ha großen Betrieben deutlich höher, was darauf hindeutet, dass diese Betriebe sich für Spekulationen mit höheren Gewinnspannen entschieden haben.

[...]

Zweitens wurde anhand derselben Stichprobe von 114 Begünstigten der Niederlassungsbeihilfe ein Vergleich der Wirtschaftsdaten zwischen Betrieben, in denen der Junglandwirt alleiniger Betriebsleiter ist, und Betrieben, in denen er mit anderen Personen zusammenarbeitet, durchgeführt (siehe Tabelle unten). Junglandwirte, die den Betrieb allein führen, weisen einen um durchschnittlich 31 % höheren Verschuldungsgrad auf als Junglandwirte, die sich in einer Vereinigung befinden. Die Fähigkeit, die Familienarbeitskräfte zu entlohnen, ist in beiden Kategorien ähnlich.

[...]

Drittens haben wir unter den Betrieben, die von 2015 bis 2020 Zahlungen zugunsten von Junglandwirten erhielten (entkoppelte Zahlung, die zusätzlich zu den ABP des Betriebs gezahlt wurde), die Fläche der Betriebe mit einer einzigen natürlichen Person als Inhaber mit der Fläche der Betriebe mit mehreren natürlichen Personen als Inhaber (häufig ein Junglandwirt in Vereinigung mit älteren Personen) verglichen (siehe Tabelle unten).

Betriebe mit einer einzigen natürlichen Person haben im Durchschnitt eine etwa halb so große Fläche (zwischen 45 und 50 ha) wie Betriebe mit mehreren natürlichen Personen als Betriebsinhaber (etwas über 100 ha) (siehe Tabelle unten) und machen etwa 40 % der Begünstigten der Zahlung für Junglandwirte aus.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass das Stufenmodell darauf abzielt, die Beihilfe stärker auf Betriebe auszurichten, die trotz eines höheren Einkommens pro Hektar einen hohen Verschuldungsgrad aufweisen und in denen der Junglandwirt die Tätigkeit allein bewältigt, aber auch Betriebe, in denen mehrere natürliche Personen Betriebsinhaber sind, weiterhin zu unterstützen (etwas mehr als 100 ha)“.

Diese Erläuterungen werden zur Kenntnis genommen und in den Bericht an die Regierung aufgenommen.

Artikel 33

Die Wortfolge “tritt in Kraft” wird durch die Wortfolge “wird wirksam” ersetzt.

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit und die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.241 und D.242;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2015 zur Festlegung für das Jahr 2015 der Fristen für das Einreichen der Anträge auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen und auf Beihilfen für biologische Landwirtschaft sowie der Frist für die Hinterlegung und der äußersten Frist für die Änderung des Sammelantrags;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juni 2015 bezüglich der Anträge auf die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie durch die Verwendung der regionalen Reserve an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 21. September 2017 zur Abweichung von den Regeln zur Vergrünungszahlung an bestimmte betroffene Gemeinden in der Wallonie infolge der für das Jahr 2017 anerkannten Trockenperiode;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 10. Oktober 2018 zur Abweichung von den auf die Vergrünungszahlung anwendbaren Regeln infolge der für das Jahr 2018 anerkannten Trockenperiode;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 24. September 2021 zur Abweichung für das Jahr 2021 von Artikel 25 des Ministeriellen Erlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte in Bezug auf das letzte Datum für die Aussaat und den Zeitraum, in dem die Flächen mit Zwischenfruchtanbau angelegt werden müssen;

Aufgrund des nach Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 18. November 2022;

Aufgrund der am 16. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 1. Dezember 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 15. Dezember 2022 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 6. Februar 2023 in Anwendung von Artikel 84 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 72803/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — Definitionen

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses und seiner Durchführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

2° Landwirt: der Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

3° aktiver Landwirt: der aktive Landwirt im Sinne von Teil 2 Kapitel 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

4° Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Konditionalität;

5° Sammelantrag: der Sammelantrag im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 13 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

6° beihilfefähige Hektarfläche: die beihilfefähige Hektarfläche im Sinne von Teil 2 Kapitel 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

7° Junglandwirt: der Junglandwirt im Sinne von Teil 2 Kapitel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

8° neuer Landwirt: der neue Landwirt im Sinne von Teil 2 Kapitel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023;

9° Zahlstelle: die Zahlstelle im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 25 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;

10° Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit Vorschriften über Direktzahlungen an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe im Rahmen von Stützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 637/2008 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 73/2009 des Rates;

11° Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021: die Verordnung (EU) 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 mit Vorschriften für die Unterstützung der von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik zu erstellenden und durch den Europäischen Garantiefonds für die

Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) zu finanzierenden Strategiepläne (GAP-Strategiepläne) und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1305/2013 sowie der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013.

KAPITEL 2 — *Beihilfeantrag*

Art. 2 - Landwirte, die Beihilfen beantragen, stellen die Anträge auf Beihilfen im Rahmen der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, der ergänzenden Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit oder der ergänzenden Einkommensstützung für Junglandwirte jährlich über den Sammelantrag gemäß Teil 2 Kapitel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023.

Bei einem Landwirt, der einen Antrag im Rahmen der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit einreicht, wird davon ausgegangen, dass er einen Antrag für die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit eingereicht hat.

Art. 3 - Abweichend von den Artikeln 5 und 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 kann der Landwirt unter hinreichend begründeten Umständen seinen Sammelantrag nach Ablauf der Frist für die Einreichung von Änderungsanträgen ändern.

KAPITEL 3 — *Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe*

Abschnitt 1 — Festlegung des Wertes der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe und der Konvergenz

Art. 4 - Für die Anwendung des vorliegenden Abschnitts gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Zahlungsansprüche: die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe;

2° ursprünglicher Einheitswert der Zahlungsansprüche: der gemäß Artikel 24 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 berechnete Einheitswert der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe;

3° Einheitswert der Zahlungsansprüche: der jedes Jahr berechnete Wert der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe;

4° geplanter durchschnittlicher Einheitsbetrag: der geplante durchschnittliche Einheitsbetrag gemäß Artikel 102 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 ist der Durchschnittswert der verschiedenen Einheitsbeträge, der für die Einkommensgrundstützung gezahlt werden sollte.

Art. 5 - Die in Artikel 24 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 festgelegte Berechnungsmethode wird zur Bestimmung des ursprünglichen Einheitswerts der Zahlungsansprüche verwendet.

Art. 6 - Gemäß Artikel 24 Absatz 5 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 entspricht der Einheitswert der Zahlungsansprüche für das Antragsjahr 2026 mindestens 85 % des geplanten durchschnittlichen Einheitsbetrags.

Gemäß Artikel 24 Absatz 3, 5 und 6 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 werden zur Finanzierung der in Unterabsatz 1 genannten Erhöhungen des Einheitswerts der Zahlungsansprüche die Beträge der Zahlungsansprüche gekürzt, deren ursprünglicher Einheitswert höher ist als der von der Zahlstelle rechnerisch ermittelte Höchstbetrag des Einheitswerts der Zahlungsansprüche für das Antragsjahr 2026.

Die Kürzungen und Erhöhungen nach den Absätzen 1 und 2 erfolgen linear ab dem Antragsjahr 2023 bis zum Antragsjahr 2026.

Abschnitt 2 — Aktivierung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe

Art. 7 - Die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe werden gemäß Artikel 25 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 mindestens jedes zweite Jahr von dem aktiven Landwirt aktiviert, der der Inhaber der Ansprüche ist.

Werden die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe in zwei aufeinander folgenden Jahren nicht aktiviert, so werden die betreffenden Ansprüche – beginnend mit den Ansprüchen mit dem niedrigsten Einheitswert – am Ende des zweiten Jahres der Nichtaktivierung der in Abschnitt 4 genannten regionalen Reserve zugeführt.

Art. 8 - Die Zahlungsansprüche werden einmal jährlich von dem Landwirt, der Inhaber dieser Zahlungsansprüche ist, zu der in Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegten Frist für die Einreichung des Sammelantrags angegeben.

Abschnitt 3 — Übertragung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe

Art. 9 - Der Landwirt, der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe gemäß Artikel 27 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 überträgt, teilt der Zahlstelle die Übertragung über die von der Verwaltung bereitgestellte elektronische Anlaufstelle für Interventionen und Beihilfen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik spätestens bis zu der in Anwendung von Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 festgelegten Frist für die Einreichung des Sammelantrags mit.

Art. 10 - Die Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe können nach deren endgültigen Festsetzung übertragen werden.

Art. 11 - Der Minister kann beschließen, eine Einbehaltung der Übertragung von Ansprüchen auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe ohne Übertragung von Ländereien vorzunehmen und diese in die regionale Reserve zurückzuführen. In diesem Fall legt er den Prozentsatz der Einbehaltung fest, der jedoch nicht mehr als 30 % betragen darf.

Abschnitt 4 — Regionale Reserve

Art. 12 - Die regionale Reserve wird nach den in Artikel 26 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 vorgeschriebenen Modalitäten betrieben.

Nur aktive Landwirte haben Zugang zur regionalen Reserve.

Für die Anwendung von Artikel 26 Absatz 4 Buchstabe a der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 versteht man unter "erstmalig einen Betrieb neu gegründet haben" eine erstmalige Niederlassung als Betriebsleiter innerhalb der fünf Kalenderjahre, die dem Jahr der Einreichung des Sammelantrags vorausgehen.

Art. 13 - Ein Landwirt erhält im Laufe der vorliegenden Programmplanung nur einmal Zugang zur regionalen Reserve.

Art. 14 - § 1. Um Zugang zur regionalen Reserve zu erhalten, stellen die Landwirte einen Antrag per Sammelantrag, der durch Teil 2 Kapitel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen ist.

Dieser Antrag gilt als Antrag auf die Zuweisung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe. Er wird der Zahlstelle spätestens bis zur Frist für die Einreichung des Sammelantrags übermittelt. Die Zahlstelle fordert den Landwirt auf, die für die Bearbeitung des Antrags erforderlichen Belege vorzulegen. Wenn der Landwirt diese Auskünfte nicht oder auf unvollständige Weise liefert, wird ihm kein Zugang zur regionalen Reserve zugewiesen.

§ 2. Um seine Ansprüche auf die regionale Reserve zu aktivieren, gibt der Landwirt in seinem Sammelantrag die Verwendung der ihm zugewiesenen oder von ihm beantragten Zahlungsansprüche an, wenn sein Antrag von der Zahlstelle zum Zeitpunkt der Einreichung seines Sammelantragsformulars noch nicht bearbeitet worden ist.

Art. 15 - Die regionale Reserve besteht aus den nicht aktivierten Ansprüchen auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe gemäß Artikel 7 Absatz 2.

Art. 16 - Der Minister legt den Prozentsatz der etwaigen linearen Kürzung des Werts aller Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe gemäß Artikel 26 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 fest.

Art. 17 - Gemäß Artikel 26 Absatz 8 und 9 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 legt der Minister die Berechnung des Wertes neuer Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe fest, die aus der regionalen Reserve zugewiesen oder entsprechend der Reserve angepasst werden.

Art. 18 - Gemäß Artikel 26 Absatz 5 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe durch die Verwendung der regionalen Reserve dem aktiven Landwirt gewährt, der infolge eines endgültigen Gerichtsbeschlusses oder eines endgültigen Verwaltungsaktes den Zugang zur Reserve beanspruchen kann.

In dem in Absatz 1 erwähnten Fall erhält der Landwirt die Anzahl und den Wert der in dem Gerichtsbeschluss oder dem Verwaltungsakt festgelegten Ansprüche spätestens an dem vom Minister festgelegten Datum.

KAPITEL 4 — Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit

Abschnitt 1 — Gewährung der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit

Art. 19 - Gemäß Artikel 23 Absatz 1 und Artikel 25 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit, nachstehend "Einkommensgrundstützung" genannt, aktiven Landwirten gewährt, die einen Anspruch auf Basisprämie als Einkommensbeihilfe oder gegebenenfalls einen Anteil an diesem Anspruch besitzen, der für eine entsprechende Anzahl beihilfefähiger Hektarflächen aktiviert ist.

Art. 20 - Nur ein aktiver Landwirt kann die Einkommensgrundstützung erhalten.

Abschnitt 2 — Kürzung der Zahlung der Einkommensgrundstützung für Nachhaltigkeit

Art. 21 - In Anwendung von Artikel 17 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird der Betrag, der einem Landwirt vor der etwaigen Anwendung von Sanktionen und Strafen infolge von verwaltungstechnischen Kontrollen oder Vor-Ort-Kontrollen als Zahlung der Einkommensgrundstützung für ein bestimmtes Kalenderjahr zu gewähren ist, um 100 % des Betrags gekürzt, der 100.000 Euro übersteigt.

Art. 22 - In Anwendung von Artikel 17 Absatz 2 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird der Betrag, der einem Landwirt vor der etwaigen Anwendung von Sanktionen und Strafen infolge von verwaltungstechnischen Kontrollen oder Vor-Ort-Kontrollen als Zahlung der Einkommensgrundstützung für ein bestimmtes Kalenderjahr zu gewähren ist und der 60.000 Euro übersteigt, wie folgt gekürzt:

1° um 30 % für die Tranche zwischen 60.000 und 75.000 Euro;

2° um 85 % für die Tranche zwischen 75.000 und 100.000 Euro.

KAPITEL 5 — Ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit

Art. 23 - Gemäß Artikel 29 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird aktiven Landwirten, die Anspruch auf eine Zahlung im Rahmen der Einkommensgrundstützung haben und die den Sammelantrag fristgerecht eingereicht haben, eine ergänzende Umverteilungseinkommensstützung für Nachhaltigkeit, nachstehend "ergänzende Umverteilungseinkommensstützung" genannt, gewährt.

Art. 24 - Gemäß Artikel 29 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung in Form einer jährlichen entkoppelten Zahlung pro beihilfefähige Hektarfläche gewährt.

Der Minister legt die Höhe der ergänzenden Umverteilungseinkommensstützung pro beihilfefähige Hektarfläche fest.

Der Betrag der Beihilfe kann innerhalb der vom Minister vorgesehenen Grenzen gemäß Artikel 102 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 aus Haushaltsgründen angepasst werden.

Art. 25 - In Anwendung von Artikel 29 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 ist die ergänzende Umverteilungseinkommensstützung auf die ersten dreißig Hektar einer beihilfefähigen Hektarfläche eines landwirtschaftlichen Betriebs beschränkt.

In Anwendung von Artikel 29 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die Höchstanzahl Hektar nach Absatz 1 auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder ihrer Einbringungen in die Tätigkeit des Partners gemäß Teil 2 Kapitel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 angewandt.

KAPITEL 6 — *Ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte*

Art. 26 - In Anwendung von Artikel 30 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird Junglandwirten, die sich erstmals neu als Betriebsleiter niedergelassen haben und Anspruch auf eine Zahlung im Rahmen der Einkommensgrundstützung gemäß Kapitel 4 haben, eine ergänzende Einkommensstützung gewährt.

Für die Anwendung von Absatz 1 erfolgt die erste Niederlassung als Betriebsleiter innerhalb der fünf Kalenderjahre, die dem Jahr der Einreichung des Sammelantrags vorausgehen.

Die in Artikel 24 Absatz 1 Ziffer 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Altersbedingung wird nur im ersten Jahr der Einreichung des Sammelantrags überprüft.

Art. 27 - Der Antrag auf ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte wird jährlich und fristgerecht über den Sammelantrag eingereicht, der in Teil 2 Kapitel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 vorgesehen ist.

Art. 28 - § 1. In Anwendung von Artikel 30 Absatz 3 Unterabsatz 1 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte für einen fortlaufenden Zeitraum von höchstens fünf Jahren ab dem Jahr der Annahme des ersten Antrags gewährt.

§ 2. Gemäß Artikel 30 Absatz 2 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die im vorliegenden Kapitel vorgesehene Beihilfe den Landwirten, die eine Beihilfe gemäß Artikel 50 der Verordnung (EU) Nr. 1307/2013 vom 17. Dezember 2013 erhalten haben, für den Rest des in Absatz 5 genannten Zeitraums des besagten Artikels gewährt.

§ 3. In Anwendung von Artikel 30 Absatz 3 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 ist die ergänzende Stützung für Junglandwirte für den Zeitraum, der über die vorliegende Programmplanung hinausgeht, nicht gesichert.

Art. 29 - Die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte wird einer juristischen Person unabhängig von ihrer Rechtsform gewährt, sofern die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die juristische Person hat Anspruch auf die Einkommensgrundstützung und hat beihilfefähige Hektarflächen angegeben;

2° eine natürliche Person erfüllt innerhalb der juristischen Person die Definition eines Junglandwirts.

Die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte wird nicht mehr gewährt, wenn der Junglandwirt, der die in Absatz 1 Ziffer 2 genannten Kriterien erfüllt, die in Artikel 24 Paragraph 1 Ziffer 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 genannte Bedingung nicht mehr erfüllt.

Art. 30 - In Anwendung von Artikel 30 Absatz 3 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte in Form einer jährlichen entkoppelten Zahlung pro beihilfefähige Hektarfläche gewährt.

Der Minister legt die Höhe der ergänzenden Einkommensstützung für Junglandwirte pro beihilfefähige Hektarfläche fest.

Der Betrag der Beihilfe kann innerhalb der vom Minister vorgesehenen Grenzen gemäß Artikel 102 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 aus Haushaltsgründen angepasst werden.

Art. 31 - In Anwendung von Artikel 30 Absatz 3 Unterabsatz 2 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die ergänzende Einkommensstützung für Junglandwirte auf hundert Hektar beihilfefähige Fläche begrenzt.

In Anwendung von Artikel 30 Absatz 4 der Verordnung (EU) 2021/2115 vom 2. Dezember 2021 wird die Höchstanzahl Hektar nach Absatz 1 auf der Ebene der Inhaber der juristischen Personen, der Vereinigungen oder der Gesellschaften ohne Rechtspersönlichkeit unter Berücksichtigung ihrer Anteile, der Aufteilung des Nutzungsrechts oder ihrer Einbringungen in die Tätigkeit des Partners gemäß Teil 2 Kapitel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 angewandt.

KAPITEL 7 — *Schlussbestimmungen*

Art. 32 - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. August 2015, vom 17. Dezember 2015, vom 2. Februar 2017, vom 23. März 2017, vom 22. März 2018, vom 11. Oktober 2018, vom 14. März 2019 und vom 23. Dezember 2021;

2° der Ministerielle Erlass vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 17. Dezember 2015, vom 29. April 2016, vom 2. Februar 2017, vom 22. März 2018, vom 14. März 2019, vom 1. September 2020, vom 5. August 2021 und vom 14. Januar 2022;

3° der Ministerielle Erlass vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. April 2015 zur Festlegung für das Jahr 2015 der Fristen für das Einreichen der Anträge auf Beihilfen für Agrarumweltmaßnahmen und auf Beihilfen für biologische Landwirtschaft sowie der Frist für die Hinterlegung und der äußersten Frist für die Änderung des Sammelantrags;

4° der Ministerielle Erlass vom 23. Juni 2015 bezüglich der Anträge auf die Zuweisung oder Anpassung der Ansprüche auf die Zahlung der Basisprämie durch die Verwendung der regionalen Reserve an Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

5° der Ministerielle Erlass vom 21. September 2017 zur Abweichung von den Regeln zur Vergrünungszahlung an bestimmte betroffene Gemeinden in der Wallonie infolge der für das Jahr 2017 anerkannten Trockenperiode;

6° der Ministerielle Erlass vom 10. Oktober 2018 zur Abweichung von den auf die Vergrünungszahlung anwendbaren Regeln infolge der für das Jahr 2018 anerkannten Trockenperiode;

7° der Ministerielle Erlass vom 24. September 2021 zur Abweichung für das Jahr 2021 von Artikel 25 des Ministeriellen Erlasses vom 23. April 2015 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2015 zur Ausführung der Direktzahlungsregelung zugunsten der Landwirte in Bezug auf das letzte Datum für die Aussaat und den Zeitraum, in dem die Flächen mit Zwischenfruchtanbau angelegt werden müssen.

Art. 33 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2023 wirksam.

Art. 34 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/42305]

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers

VERSLAG AAN DE REGERING

Dit besluit maakt deel uit van de huidige hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Via dit besluit verleent het Waals Gewest uitvoering aan de artikelen 21, 29 en 30 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 “strategische GLB-plannen” van 2 december 2021 voor de ontkoppelde rechtstreekse betalingen

De gekoppelde steun en de ecoregelingen vallen niet onder dit besluit.

Bij dit ontwerp worden de afdelingen van het Waals strategisch GLB-plan betreffende de gekoppelde inkomenssteun zoals door de Waalse Regering op 6 oktober 2022 in tweede lezing bevestigd en op 5 december 2022 door de Europese Commissie bekrachtigd. Dit Plan is beschikbare via volgende link: <https://agriculture.wallonie.be/plan-strategique-pac-2023-2027>

De bevoegdheid van de Waalse Regering om in te grijpen in de aangelegenheden waarop het besluit betrekking heeft, vloeit voort uit het Waals landbouwwetboek, artikelen D.4, D.241 en D.242.

Bij dit besluit worden, via een enig besluit, verscheidene rechtstreekse steunmaatregelen ten gunste van de landbouwers ingevoerd: basisinkomenssteun voor duurzaamheid, aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers.

1) DOELSTELLINGEN EN BEGINSELEN VAN HET ONTWERP-BESLUIT VAN DE WAALSE REGERING

Dit besluit beoogt, de rechtstreekse steunmaatregelen in het Waalse Gewest onder het komende GLB in continuïteit met het vorig beleid te organiseren. De drie uiteengezette steunmaatregelen zijn de opvolgers van de basisbetaling, de herverdelingsbetaling en de betaling ten gunste van de jonge landbouwers.

De Waalse bedrijven hangen sterk van de GLB-steunmaatregelen af, met name in de rundvleessector. Inkomenssteun voor landbouwers is nog belangrijker in crisisperiode.

De rechtstreekse betalingen beogen, een bepaalde graad aan financiële stabiliteit te waarborgen voor de landbouwers, in het bijzonder tijdens lange periodes met lage prijzen.

Bovendien waarborgen de rechtstreekse betalingen de economische stabiliteit van de landbouwsector, de voedselveiligheid en de milieuveiligheid.

2) PRESENTATIE VAN DE TEKST

In artikel 1 wordt vastgelegd, welke betekenis wordt gegeven aan sommige termen gebruikt in het besluit. In het dispositief wordt menigmaal verwezen naar begrippen die omschreven worden in het ontwerp-besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit voor zover laatstgenoemd besluit gemeenschappelijke begripsomschrijvingen vastlegt, behoudens andersluidende vermelding, voor de gezamenlijke interventies betreffende het GLB.

Hoofdstuk 2 verstrekt nadere uitleg over de wijze van indiening van de steunaanvragen en de betalingsaanvragen voor de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers via de verzamelaanvraag.

Hoofdstuk 3 is gewijd aan de rechten op de basisinkomenssteun.

Afdeling 1 is gewijd aan de vaststelling van de waarde van de rechten op de basisinkomenssteun en de convergentie.

Het aantal betalingsrechten als basisinkomenssteun dat daaruit voortvloeit en die aan een landbouwer worden verleend bij inachtneming van de toewijzingsvoorwaarden stemt overeen met het aantal basisbetalingsrechten gehouden in 2022.

Om de eenheidswaarde van de rechten voor convergentie te bepalen, wordt gebruik gemaakt van de berekeningsmethode vastgesteld in artikel 24, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 :

- optelling van de waarde van de basisbetalingsrechten en van de groene betaling van 2022 ;
- Aanpassing van de waarde van de betalingsrechten verhoudingsgewijs (gebruik van een corrigerende coëfficiënt gelijk aan de verhouding tussen het plafond toegekend aan de betalingen voor de basisinkomenssteun in 2023 (rekening houdend met overbooking en de reserve) en het plafond toegekend aan de som van de basisbetalingsrechten en de groene betaling gehouden in 2022. Dat coëfficiënt zal afhangen van het budget dat toegekend wordt voor de inkomensbasisbetaling in 2022).

Artikel 6 legt de tunnelmethode uit, die gebruikt wordt voor de convergentie. Voor het aanvraagjaar 2026 :

- de waarde van een recht kan niet hoger zijn dan een maximumniveau (bepaald naar behoefte) ;
- de waarde van een recht zal niet lager kunnen zijn dan een minimumniveau (85%) ;
- de waarde van de rechten tussen het maximumniveau van de tunnel (raming 114.33%) en het minimumniveau van de tunnel (85%) zal niet schommelen tussen 2023 en 2026 ;
- de rechten hoger dan de maximumwaarde zal jaarlijks lineair verlagen ;

- de rechten lager dan de minimumwaarde zullen jaarlijks lineair verhogen.

Afdeling 2 houdt verband met de activering van de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun. De rechten moeten minstens één jaar op twee worden geactiveerd, de niet-geactiveerde rechten worden in de gewestelijke reserve worden gestort op het einde van het tweede jaar van niet-activering.

Afdeling 3 houdt de nadere bepalingen in voor de overdrachten van de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun.

Afdeling 4 organiseert de gewestelijke reserve.

Gebruik van de reserve

Artikel 17 verwoordt dat de waarde van de nieuwe betalingsrechten voor de basisinkomenssteun, toegekend of aangepast vanuit de gewestelijke reserve, zal worden bepaald overeenkomstig artikel 26, §§ 8 en 9, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

De jonge landbouwer of de nieuwe landbouwer, aanvrager van betalingsrechten voor de basisinkomenssteun uit de gewestelijke reserve, als hij:

1° geen enkel betalingsrecht voor de basisinkomenssteun houdt, uit de reserve een aantal rechten krijgt gelijk aan het aantal subsidiabele hectaren aangegeven het jaar van de aanvraag voor toegang tot de reserve en van gelijke waarde met het gewestelijke gemiddelde overeenkomstig artikel 26, § 8, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 ;

2° een aantal betalingsrechten voor de basisinkomenssteun houdt, lager dan het aantal subsidiabele hectaren aangegeven het jaar van de aanvraag van toegang tot de reserve, uit de reserve een aantal rechten krijgt gelijk aan het aantal aangegeven subsidiabele hectaren waarvoor hij geen enkel betalingsrecht houdt voor de basisinkomenssteun, van een waarde gelijk aan het gewestelijke gemiddelde overeenkomstig artikel 26, § 9, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 ;

3° betalingsrechten voor de basisinkomenssteun houdt van een waarde lager dan de gemiddelde gewestelijke waarde, de eenheidswaarde van zijn rechten kan verhogen tot aan de gemiddelde gewestelijke waarde overeenkomstig artikel 26, § 9, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Overeenkomstig artikel 26, § 5, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt de toekenning of de aanpassing van de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun door gebruik van de gewestelijke reserve verleend ten voordele van de actieve landbouwer die, ten gevolge van een definitieve gerechtelijke beslissing of een definitieve administratieve akte, een toegang tot de reserve krijgt. De landbouwer krijgt, uiterlijk op de datum vastgesteld door de Minister, het aantal en de waarde van rechten, vastgesteld in de gerechtelijke beslissing of de administratieve akte.

Het nut van de reserve bestaat erin, te worden gebruikt voor landbouwers die een landbouweractiviteit beginnen uit te oefenen. Volgens artikel 26, § 4, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 : « 4. De lidstaten gebruiken hun reserve om bij voorrang betalingsrechten toe te wijzen aan de volgende landbouwers:

- a) jonge landbouwers die onlangs (vijf jaar) voor het eerst een bedrijf hebben opgericht;*
- b) de nieuwe landbouwers. ».*

In de loop van de GLB-programmering 2015 2022 heeft de Europese Commissie, in twee antwoorden gegeven aan België, aangegeven dat de toegang tot de reserve beperkt moest worden tot één enkele aanvraag (zie bijlagen). Dat principe wordt verlengd daar de basisinkomenssteun voor duurzaamheid een « verlenging » is van de bestaande rechten. Er is dus geen onderscheid tussen de programmering 2015 2022 en die van 2023 2027.

Als bijgevolg een landbouwer reeds een toegang genoten heeft tijdens een voorgaand landbouwseizoen (of een natuurlijke persoon, lid van de producent via een ander producentennummer dan het nummer waarvoor de aanvraag verricht is), wordt de aanvraag voor de toegang tot de reserve geweigerd. Volgens het continuïteitsprincipe zal een landbouwer die de toegang tot de reserve genoten heeft in 2015, er niet van kunnen genieten in 2023.

Samenstelling van de reserve

Overeenkomstig artikel 26, § 6, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt een lineaire verlaging van de waarde van alle betalingsrechten verricht wanneer de reserve niet volstaat voor de toewijzing van betalingsrechten « jonge landbouwers » en « landbouwers die onlangs voor het eerst een bedrijf hebben opgericht ».

De waarde van de rechten uit de reserve

Overeenkomstig artikel 26, § 8, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is de waarde van de nieuwe betalingsrechten, toegewezen uit de reserve, gelijk aan de gemiddelde gewestelijke waarde van de betalingsrechten in het jaar van toewijzing.

Hoofdstuk 4 is gewijd aan de basisinkomenssteun voor duurzaamheid.

Afdeling 1 de voorwaarden van toekenning van de basisinkomenssteun voor duurzaamheid.

De betalingsrechten voor de basisinkomenssteun (verlenging van de bestaande betalingsrechten) zullen toegewezen worden vanaf 1 januari 2023 onder navolgende voorwaarden

Om definitieve betalingsrechten voor de basisinkomenssteun te activeren, moet de landbouwer:

1. voldoen aan de definitie van actieve landbouwer op het ogenblik van de indiening van zijn oppervlakteaangifte en zijn steunaanvraag.
2. betalingsrechten in eigendom of door tijdelijke toewijzing een basisinkomenssteun op het ogenblik van de activering van deze betalingsrechten houden.

Om aanspraak te kunnen maken op de interventie, moet de aanvrager een steunaanvraag, evenals een jaarlijkse steunaanvraag via het formulier van de verzamel aanvraag indienen.

Afdeling 2 organiseert de verlaging van de betaling voor de basisinkomenssteun overeenkomstig artikel 17 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Het bedrag van de betaling voor de basisinkomenssteun, toe te kennen aan een landbouwer als betaling van de basisinkomenssteun voor een gegeven kalenderjaar, wordt met 100% verlaagd voor het bedrag dat 100 000 € te boven gaat.

Het bedrag van de betaling voor de basisinkomenssteun, toe te kennen aan een landbouwer voor een gegeven kalenderjaar, dat 100 000 € te boven gaat wordt verlaagd als volgt:

- (a) met 30% voor de schijf tussen 60.000 € en 75.000 €;
- (b) met 85% voor de schijf tussen 75000 € en 10 0000 €.

Hoofdstuk 5 is gewijd aan de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid.

Dit hoofdstuk bepaalt de toekenningsvoorwaarden voor de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid, evenals de vorm van de betaling van de steun.

De steun wordt beperkt tot de eerste dertig hectare van het bedrijf. Dat plafond is van toepassing op het niveau van de houders van de rechtspersonen, de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van hun deelbewijzen, de verdeling van het gebruiksrecht of hun inbreng in de activiteit van de partner.

Hoofdstuk 6 is gewijd aan de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers.

Dit hoofdstuk bepaalt de toekenningsvoorwaarden voor de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers, de nadere toepassingsregels en de vorm van de betaling van de steun.

Er wordt aan de jonge landbouwers die onlangs voor het eerste een bedrijf hebben opgericht en die recht hebben op een betaling als betaling van inkomenssteun een aanvullende inkomenssteun toegekend. Deze steun wordt toegekend voor een doorlopende periode van vijf jaar maximum, te rekenen van het jaar van de eerste aanvaarde aanvraag. De aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers neemt de vorm aan van een ontkoppelde jaarlijkse betaling per subsidiabele hectare.

De steun bepaald in dit hoofdstuk wordt toegekend aan de landbouwers die steun gekregen hebben als betaling ten gunste van jonge landbouwers onder de vorige programmering voor de resttijd van de periode van vijf jaar.

De steun wordt beperkt tot de eerste honderd hectare van het bedrijf. Dat plafond is van toepassing op het niveau van de houders van de rechtspersonen, de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van hun deelbewijzen, de verdeling van het gebruiksrecht of hun inbreng in de activiteit van de partner.

Om de ondersteuning van middelgrote bedrijven te versterken, wordt voorzien in een tweeledige steunbetaling:

1° een eerste niveau van 0 tot 50 ha, met een steun van 140 €/ha;

2° een tweede niveau van 50 tot 100 ha, met een steun van 80 €/ha.

Deze beslissing berust op een analyse die eerst gegrond is op een vergelijking van economische gegevens van bedrijven die een jonge landbouwers tellen volgens hun arealen. Op een monster van 114 installatiesteungerechtigde producenten (met een jonge landbouwer in het bedrijf) is het vermogen om arbeidskrachten uit de familiekring te verlonen zwakker en de schuldgraad hoger in de bedrijven met een omvang kleiner dan 50 hectare (verschil van 26% als vergeleken wordt tussen bedrijven met minder en bedrijven met meer dan 50 ha, zie onderstaande tabel). Daarenboven is het brutoloon per hectare duidelijk hoger in de bedrijven met een omvang lager dan 50 ha, wat veronderstelt dat ze voor speculaties met hogere marges hebben gekozen.

Ten tweede werd, via hetzelfde monster van 114 installatiesteungerechtigden, een vergelijking gemaakt van de economische gegevens tussen de bedrijven waar de jongere het enige bedrijfshoofd is en de bedrijven waar hij in vennootschap werkt met andere personen (z. tabel hieronder). De jonge bedrijfshoofden die alleen werken hebben een schuldgraad die gemiddeld 31% hoger ligt in verhouding tot in een vennootschap actieve jongeren. Het vermogen om arbeidskrachten uit de familiekring te verlonen is in beide categorieën gelijkaardig.

Ten derde hebben wij, onder de bedrijven die van 2015 tot 2020 betalingen ten gunste van jonge landbouwers genieten (ontkoppelde betaling gedaan als aanvulling van de basisbetalingsrechten van het bedrijf) hebben genoten, het areaal vergeleken van de bedrijven met één enkele natuurlijke persoon als houder en de bedrijven met meerdere natuurlijke personen als houders (vaak een jongere in vennootschap met oudere personen).

De bedrijven met één enkele natuurlijke persoon vertonen gemiddeld een areaal dat gemiddeld twee maal zo klein is (tussen 45 en 50 ha) dan de bedrijven waar meerdere natuurlijke personen houder zijn van het bedrijf (iets meer dan 100 ha), en vertegenwoordigen om en bij de 40% van de steungerechtigden voor de betalingen ten gunste van jonge landbouwers.

Tot slot beoogt het systeem per level een steun meer toegespitst op bedrijven met een hoge schuldgraad ondanks een inkomen dat per hectare hoger ligt en waar de jonge landbouwer alleen de activiteit op zich neemt, maar zet de steun aan de bedrijven waar meerdere natuurlijke personen houder zijn van het bedrijf (iets meer dan 100 ha) voort.

3) ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE (advies 72.803/4) van 6 februari 2023

Op 22 december 2022 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President en de Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, IFAPME en kenniscentra van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van dertig dagen, verlengd tot 6 februari 2023, een advies mede te delen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers.

Het ontwerp werd door de vierde kamer onderzocht op 6 februari 2023. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, voorzitter van de kamer, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, bijzitters, en Charles Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag werd uiteengezet door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst volgt, werd uitgebracht op 6 februari 2023.

* Via e-mail van 23 december 2022.

*

Aangezien de aanvraag tot adviesverlening ingediend is op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 2°, van de wetten 'op de raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte evenals tot de uitvoering van de voorafgaandelijke formaliteiten overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Volgende bemerkingen dienen geopperd met betrekking tot deze drie punten.

VOORAFGAANDELIJKE BEMERKING

Zoals benadrukt in de nota aan de Regering, ligt het belang van het ontwerp hierin, dat de aanpassing van de Waalse reglementering aan de evolutie van de Europese reglementering wordt beoogd, met name op vlak van steun aan landbouwers.

Volgens de beginselen van de wetgevingstechniek is het opstellen van een verslag aan de Regering aangewezen wanneer bijgedragen wordt aan het goed begrip van de nieuwe regels, vooral als ze technisch of complex zijn. Verzocht om een dergelijk verslag op te stellen, heeft de afgevaardigde van de Minister een nieuwe versie van de nota aan de Regering voorgelegd. Daaruit dienen de relevante gegevens te worden geëxtraheerd, met de nodige aanvulling via een nuttige omschrijving van het rechtskader en met name de aansluiting ervan op het strategisch GLB-plan, dat het voorwerp heeft uitgemaakt van het Uitvoeringsbesluit van de Commissie van 5 december 2022 'tot goedkeuring van het strategisch GLB-plan 2023-2027 van België, Wallonië, voor steun van de Unie uit het Europees Landbouwgarantiefonds en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling', om het verslag aan de Regering op te stellen dat samen met het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekend zal worden gemaakt.

VOORAFGAANDE FORMALITEITEN

Het ontwerp strekt ertoe, de toekenning te regelen van de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers. Deze vormen van steun bestaan respectievelijk uit de tegemoetkomingen nrs 110, 120 en 130 van het Waals strategisch GLB-plan, goedgekeurd door de het uitvoeringsbesluit van de Europese Commissie van 5 december 2022.

Volgens de bewoordingen van artikel 42 van het verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (hierna "VWEU") zijn "de bepalingen van het hoofdstuk over regels betreffende de mededinging (...) op de voortbrenging van en de handel in landbouwproducten slechts in zoverre van toepassing, als door het Europees Parlement en de Raad (...) zal worden bepaald". In dat opzicht wordt in artikel 145, paragraaf 2, van Verordening (EU) 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 'tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (Elfpo) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013' bepaald dat "de artikelen 107, 108 en 109 VWEU (...) niet van toepassing [zijn] op steun die door de lidstaten wordt verleend op grond van en in overeenstemming met deze verordening [...] ». Krachtens deze bepaling zijn de artikelen 107 tot 109 VWEU dus niet van toepassing op kwestieuze steunvormen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In antwoord op de vraag of het in lid 14 bedoelde overleg met de sector vereist is bij een wetgevende of reglementaire norm verklaarde de afgevaardigde van de Minister:

"Dat overleg is niet vereist bij een wetgevende of reglementaire norm. De vermelding daarvan in de aanhef van het ontwerp-besluit van de Regering en van de gezamenlijke ontwerp-besluiten betreffende de GLB-tegemoetkomingen zal worden geschrapt".

Dat lid wordt weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 5

Verzocht om nadere uitleg te geven over wie concreet de berekening verricht, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"De berekeningsmethode wordt op Europees niveau bepaald, artikel 24, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 luidt:

De lidstaten stellen de waarde per eenheid van de betalingsrechten vóór convergentie overeenkomstig dit artikel vast door de waarde van de betalingsrechten proportioneel aan te passen aan hun overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1307/2013 voor het claimjaar 2022 vastgestelde waarde en de daarmee samenhangende betaling voor het claimjaar 2022 voor landbouwpraktijken die gunstig zijn voor klimaat en milieu als vastgesteld in titel III, hoofdstuk III, van die verordening'.

De Waalse administratie verricht deze berekening om de waarde per eenheid van de betalingsrechten voor convergentie vast te stellen".

Het dispositief wordt aangevuld met een bepaling waarin nader wordt aangegeven welke overheid de berekening verricht.

Artikel 13

Verzocht om een verantwoording voor deze bepaling, luidde het antwoord van de afgevaardigde van de Minister:

"Het nut van de reserve bestaat erin gebruikt te worden voor landbouwers die een landbouwactiviteit beginnen uit te oefenen. Volgens artikel 26, § 4, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021:

'4. De lidstaten gebruiken hun reserve om bij voorrang betalingsrechten toe te wijzen aan de volgende landbouwers:

- a) jonge landbouwers die onlangs voor het eerst (vijf jaar) een bedrijf hebben opgericht;
- b) nieuwe landbouwers.'

Tijdens de GLB-programmering 2015-2022 heeft de Europese Commissie in twee antwoorden, aan België gegeven, aangegeven dat de toegang tot de reserve beperkt moest worden tot één enkele aanvraag (zie bijlagen). Dat principe wordt verlengd daar de basisinkomenssteun voor duurzaamheid een 'verlenging' is van de bestaande rechten. Er is dus geen onderscheid tussen de programmering 2015-2022 en die van 2023-2027.

Als een landbouwer bijgevolg reeds een toegang gekregen heeft in een vorig landbouwseizoen (of een natuurlijke persoon, lid van de producent, via een ander producentennummer dan het nummer waarvoor de aanvraag wordt verricht), wordt e aanvraag tot toegang tot de reserve geweigerd. Volgens het continuïteitsbeginsel zal een landbouwer die de toegang tot de reserve in 2015 gekregen heeft deze dus in 2023 niet kunnen genieten".

Deze uitleg wordt in het verslag aan de Regering opgenomen.

Artikel 16

Ondervraagd over het facultatieve karakter van de interventie van de Minister, antwoordde de afgevaardigde van de Minister:

"De interventie van de Minister is facultatief daar, zoals aangegeven in artikel 26, § 6, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021: 'De lidstaten zorgen ervoor dat de reserve door middel van een lineaire verlaging van de waarde van alle betalingsrechten wordt aangevuld wanneer de reserve niet volstaat voor de toewijzing van betalingsrechten overeenkomstig de leden 4 en 5.' Als de reserve bijgevolg volstaat, moet ze niet opnieuw aangevuld worden door een lineaire verlaging van de waarde van alle betalingsrechten."

Voor zover de bevoegdheid van de Minister, overeenkomstig artikel 26, paragraaf 6, van Verordening (EU) 2021/2115 gebonden is wanneer de reserve niet volstaat om de toewijzing van de betalingsrechten te dekken, moeten, in de Franse tekst, de woorden "peut définir" vervangen worden door het woord "définit".

Artikel 31

Verzocht om een verantwoording van de beperking tot honderd subsidiabele hectaren, heeft de afgevaardigde van de Minister geantwoord:

“Om de ondersteuning van middelgrote bedrijven te versterken, wordt voorzien om de steun in twee niveaus te betalen:

Een eerste niveau van 0 tot 50 ha, met een steun van 140 €/ha.

Een tweede niveau van 50 tot 100 ha, met een steun van 80 €/ha.

Deze beslissing berust op een analyse die zich ten eerste baseert op een vergelijking van economische gegevens van bedrijven met een jonge landbouwer volgens hun arealen. Op een monster van 114 installatiesteun gerechtigde producenten (met een jonge landbouwer in het bedrijf) is het vermogen om arbeidskrachten uit de familiekring te verlonen zwakker en de schuldgraad hoger in de bedrijven met een omvang kleiner dan 50 hectare (verschil van 26% als vergeleken wordt tussen bedrijven met minder en bedrijven met meer dan 50 ha, zie onderstaande tabel) Daarenboven is het brutoloon per hectare duidelijk hoger in de bedrijven met een omvang lager dan 50 ha, wat veronderstelt dat ze voor speculaties met hogere marges hebben gekozen.

[...]

Ten tweede werd, via hetzelfde monster van 114 installatiesteun gerechtigden, een vergelijking gemaakt van de economische gegevens tussen de bedrijven waar de jongere het enige bedrijfshoofd is en de bedrijven waar hij in vennootschap werkt met andere personen (z. tabel hieronder) De jonge bedrijfshoofden die alleen werken hebben een schuldgraad die gemiddeld 31% hoger ligt in verhouding tot in een vennootschap actieve jongeren. Het vermogen om arbeidskrachten uit de familiekring te verlonen is in beide categorieën gelijkaardig.

Ten derde hebben wij, onder de bedrijven die van 2015 tot 2020 betalingen ten gunste van jonge landbouwers genieten (ontkoppelde betaling gedaan als aanvulling van de basisbetalingsrechten van het bedrijf) hebben genomen, het areaal vergeleken van de bedrijven met één enkele natuurlijke persoon als houder en de bedrijven met meerdere natuurlijke personen als houders (vaak een jongere in vennootschap met oudere personen).

De bedrijven met één enkele natuurlijke persoon vertonen gemiddeld een areaal dat gemiddeld twee maal zo klein is (tussen 45 en 50 ha) dan de bedrijven waar meerdere natuurlijke personen houder zijn van het bedrijf (iets meer dan 100 ha), en vertegenwoordigen om en bij de 40% van de steun gerechtigden voor de betalingen ten gunste van jonge landbouwers.

Tot slot beoogt het systeem per level een steun meer toegespitst op bedrijven met een hoge schuldgraad ondanks een inkomen dat per hectare hoger ligt en waar de jonge landbouwer alleen de activiteit op zich neemt, maar zet de steun aan de bedrijven waar meerdere natuurlijke personen houder zijn van het bedrijf (iets meer dan 100 ha) voort.

Er wordt akte genomen van deze uitleg, die in het verslag aan de Regering wordt opgenomen.

Artikel 33

De woorden “entre en vigueur” zullen worden vervangen door de woorden “produit ses effets”.

De griffier,
Charles Henri Van Hove

De voorzitter,
Martine Baguet

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid en de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de Lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.241 en D.242;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers ;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het ministerieel besluit tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2015 tot vastlegging, voor het jaar 2015, van de data van indiening van de steunaanvragen betreffende de agromilieumaatregelen en de steun voor biologische landbouw, alsook de datum van indiening van de verzamelaanvraag en de uiterste datum van wijziging ervan;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 2015 betreffende de aanvragen tot toekenning of tot aanpassing van de basisbetalingsrechten via het gebruik van de regionale reserve ten gunste van de landbouwers;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 september 2017 tot afwijking van de regels inzake de groene betaling aan verschillende Waalse gemeenten getroffen door de erkende droogte in 2017;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 oktober 2018 tot afwijking van de regels inzake de groene betaling na de erkende droogte in 2018 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 24 september 2021 tot afwijking voor het jaar 2021 van artikel 25 van het ministerieel besluit van 23 april 2015 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers voor wat betreft de uiterste datum voor de inzaai en de periode waarin de gebieden met vanggewassen moeten worden aangelegd;

Gelet op het verslag van 18 november 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 16 november 2022 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 december 2022;

Gelet op het overleg tussen de Gewestelijke Regeringen en de Federale Overheid, gepleegd op 15 december 2022 ;

Gelet op advies 72803/4 van de Raad van State, gegeven op 6 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder :

1° administratie: de administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Waalse Landbouwwetboek;

2° landbouwer: landbouwer in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;

3° actieve landbouwer: de actieve landbouwer in de zin van deel 2, hoofdstuk 5, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

4° besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit;

5° verzamelaanvraag: de verzamelaanvraag in de zin van artikel D.3, 13°, van het Waalse Landbouwwetboek;

6° subsidiabele hectare: de subsidiabele hectare, in de zin van deel 2, hoofdstuk 4, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

7° jonge landbouwer: de jonge landbouwer in de zin van deel 2, hoofdstuk 6, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

8° nieuwe landbouwer: de nieuwe landbouwer in de zin van deel 2, hoofdstuk 7, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023;

9° betaalorgaan: het betaalorgaan in de zin van artikel D.3, 25°, van het Waals Landbouwwetboek;

19° verordening (EU) nr. 1307/2013 van 17 december 2013: verordening (EU) nr. 1307/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van voorschriften voor rechtstreekse betalingen aan landbouwers in het kader van de steunregelingen van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van verordening (EG) nr. 637/2008 van de Raad en verordening (EG) nr. 73/2009 van de Raad;

11° Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021: Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandsontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013.

HOOFDSTUK 2. — *Steunaanvragen*

Art. 2. Steunaanvragende landbouwers verrichten hun steunaanvragen voor de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid of de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers jaarlijks via de verzamelaanvraag bepaald bij deel 2, hoofdstuk 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

De landbouwer die een aanvraag indient voor de basisinkomenssteun voor duurzaamheid wordt geacht een aanvraag te hebben ingediend voor de aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid.

Art. 3. In afwijking van de artikelen 5 en 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 kan de landbouwer, in behoorlijk verantwoorde omstandigheden, zijn verzamelaanvraag wijzigen na de uiterste indieningsdatum voor de wijzigingsaanvraag.

HOOFDSTUK 3. — *Rechten op de basisinkomenssteun*

Afdeling 1. — Vaststelling van de waarde van de rechten op de basisinkomenssteun en de convergentie

Art. 4. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder:

1° betalingsrechten: de betalingsrechten als basisinkomenssteun;

2° initiële eenheidswaarde van de betalingsrechten: de eenheidswaarde van de betalingsrechten als basisinkomenssteun overeenkomstig artikel 24, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021;

3° eenheidswaarde van de betalingsrechten: de jaarlijks berekende waarde van de betalingsrechten van de basisinkomenssteun;

4° gepland gemiddeld eenheidsbedrag : het gepland gemiddeld eenheidsbedrag overeenkomstig artikel 102, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is de gemiddelde waarde van de verschillende eenheidsbedragen die betaald zou moeten worden voor de basisinkomenssteun.

Art. 5. De berekeningsmethode vastgesteld in artikel 24, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 wordt gebruikt om de initiële eenheidswaarde van de betalingsrechten te bepalen.

Art. 6. Overeenkomstig artikel 24, § 5, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is de eenheidswaarde van de betalingsrechten voor het claimjaar 2026 minstens gelijk aan 85% van het gepland gemiddeld eenheidsbedrag.

Overeenkomstig artikel 24, § 3, 5 en 6, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 worden de bedragen van de betalingsrechten waarvan de initiële eenheidswaarde hoger is dan het maximumbedrag van de eenheidswaarde van de betalingsrechten voor het claimjaar 2026, rekenkundig bepaald door het betaalorgaan, verminderd om de verhogingen van de eenheidswaarde van de betalingsrechten als bepaald in lid 1 te financieren.

Van claimjaar 2023 tot en met claimjaar 2026 worden de verlagingen en de verhogingen bedoeld in leden 1 en 2 lineair verricht.

Afdeling 2. — Activering van de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun

Art. 7. De betalingsrechten voor de basisinkomenssteun worden, minstens één jaar op twee, door de actieve landbouwer die er houder van is, geactiveerd overeenkomstig artikel 25 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Indien de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun gedurende twee opeenvolgende jaren niet geactiveerd worden, worden de dienovereenkomstige rechten, te beginnen bij de rechten van de laagste eenheidswaarde, in de gewestelijke reserve bedoeld in afdeling 4 gestort aan het einde van het tweede niet-geactiveerde jaar.

Art. 8. De betalingsrechten worden één maal per jaar door de landbouwer die er houder van is aangegeven op de uiterste indieningsdatum voor de verzamelaanvraag vastgesteld bij artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Afdeling 3. — Activering van de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun

Art. 9. De landbouwer die de betalingsrechten voor de basisinkomenssteun overeenkomstig artikel 27, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december overdraagt, geeft uiterlijk op de uiterste, overeenkomstig artikel 6 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 vastgestelde, datum voor de indiening van de verzamelaanvraag kennis van de overdracht aan het betaalorgaan via het door de administratie ter beschikking gesteld webloket voor de tegemoetkomingen en de steun in het gemeenschappelijk landbouwbeleid.

Art. 10. De betalingsrechten voor de basisinkomenssteun kunnen overgedragen worden na de definitieve vastlegging ervan.

Art. 11. De Minister kan beslissen om een voorafname te verrichten op de overdrachten van betalingsrechten voor de basisinkomenssteun zonder gronden en ze in de gewestelijke reserve terug te storten. In dat geval wordt het percentage van de voorafname vastgesteld, die echter de 30% niet mag overschrijden.

Afdeling 4. — Gewestelijke reserve

Art. 12. De werking van de gewestelijke reserve volgt de nadere regels bepaald bij artikel 26 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Enkel een actieve landbouwer kan toegang hebben tot de gewestelijke reserve.

Voor de toepassing van artikel 26, § 4, a), van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt verstaan onder “die onlangs voor het eerst een bedrijf hebben opgericht” een eerste vestiging als bedrijfshoofd die tot stand is gekomen in de vijf kalenderjaren voorafgaand aan het jaar van indiening van de verzamelaanvraag.

Art. 13. Eénzelfde landbouwer geniet slechts één enkele keer de toegang tot de gewestelijke reserve in de loop van huidige programmering.

Art. 14. § 1. Om te genieten van de toegang tot de gewestelijke reserve, dienen de landbouwers een aanvraag in via de verzamelaanvraag bepaald bij deel 2, hoofdstuk 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Deze aanvraag geldt als aanvraag tot toekenning van basisbetalingsrechten. Deze wordt uiterlijk op de uiterste indieningsdatum voor de indiening van de verzamelaanvraag aan het betaalorgaan overgemaakt. Het betaalorgaan vraagt aan de landbouwer dat hij de verantwoordingsstukken verstrekt nodig voor de verwerking daarvan. Er wordt de landbouwer geen toegang tot de gewestelijke reserve verleend als hij deze informatie niet verstrekt of ze onvolledig verstrekt.

§ 2. Om zijn rechten tot de gewestelijke reserve te activeren, geeft de landbouwer in zijn verzamelaanvraag het gebruik van de rechten aan die hem zijn toegekend of die hij heeft gevraagd als zijn aanvraag nog niet behandeld is door het betaalorgaan op het tijdstip van de indiening van zijn verzamelaanvraagformulier.

Art. 15. De gewestelijke reserve bestaat, overeenkomstig artikel 7, lid 2, uit niet-geactiveerde basisbetalingsrechten.

Art. 16. De Minister stelt het percentage vast van de eventuele lineaire verlaging van de waarde van alle basisbetalingsrechten als bedoeld in artikel 26, § 6, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Art. 17. Overeenkomstig artikel 26, §§ 8 en 9, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 legt de Minister de berekening van de nieuwe basisbetalingsrechten vast zoals toegewezen uit of aangepast vanuit de gewestelijke reserve.

Art. 18. Overeenkomstig artikel 26, § 5, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021, wordt de toewijzing of de aanpassing van basisbetalingsrechten via het gebruik van de gewestelijke reserve verleend ten gunste van de actieve landbouwer die op grond van een definitieve gerechtelijke uitspraak of een definitief bestuursrechtelijk besluit toegang tot de reserve krijgt.

In het geval bedoeld in het eerste lid ontvangt de landbouwer het aantal betalingsrechten en de waarde daarvan die in de gerechtelijke uitspraak of in het bestuursrechtelijk besluit zijn vastgesteld, uiterlijk op de datum vastgesteld door de Minister.

HOOFDSTUK 4. — Basisinkomenssteun voor duurzaamheid

Afdeling 1. — Toekenning van de basisinkomenssteun voor duurzaamheid

Art. 19. Overeenkomstig de artikelen 23, § 1, en 25 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt de basisinkomenssteun voor duurzaamheid, hierna “basisinkomenssteun” genoemd, aan de actieve landbouwers toegekend die houder zijn van een basisbetalingsrecht of, in voorkomend geval, van een deel van dat recht zoals geactiveerd voor een dienovereenkomstig aantal subsidiabele hectaren.

Art. 20. Enkel een actieve landbouwer kan de basisinkomenssteun genieten.

Afdeling 2. — Verlaging van de betaling van de basisinkomenssteun voor duurzaamheid

Art. 21. Overeenkomstig artikel 17, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt het bedrag dat, vóór de eventuele toepassing van sancties en boetes volgend op administratieve controles of controles ter plaatse, aan een landbouwer toegekend wordt in het kader van de basisinkomenssteun voor een bepaald kalenderjaar, met 100% verlaagd voor het bedrag dat de 100.000 euro overstijgt.

Art. 22. Overeenkomstig artikel 17, § 2, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt het bedrag dat, vóór de eventuele toepassing van sancties en boetes volgend op administratieve controles of controles ter plaatse, aan een landbouwer toegekend wordt in het kader van de basisinkomenssteun voor een bepaald kalenderjaar, verlaagd voor het bedrag dat de 60.000 euro overstijgt, als volgt verlaagd:

1° met 30% voor de schijf tussen 60.000 en 75.000 euro;

2° met 85% voor de schijf tussen 75.000 en 100.000 euro.

HOOFDSTUK 5. — Aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid

Art. 23. Overeenkomstig artikel 29, § 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt een aanvullende herverdelende inkomenssteun voor duurzaamheid, hierna "aanvullende herverdelende inkomenssteun" genoemd, toegekend aan de actieve landbouwers die recht hebben op een betaling in het kader van de basisinkomenssteun en die de verzamelaanvraag tijdig hebben ingediend.

Art. 24. Overeenkomstig artikel 29, § 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 neemt de aanvullende herverdelende inkomenssteun de vorm aan van een jaarlijkse ontkoppelde betaling per subsidiabele hectare.

De Minister bepaalt het bedrag van de aanvullende herverdelende inkomenssteun per subsidiabele hectare.

Om budgettaire redenen kan het steunbedrag overeenkomstig artikel 102, § 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 aangepast worden binnen de perken bepaald bij de Minister.

Art. 25. Overeenkomstig artikel 29, § 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt de aanvullende herverdelende inkomenssteun beperkt tot de eerste dertig subsidiabele hectaren van een landbouwbedrijf.

Overeenkomstig artikel 29, § 6, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is het maximumaantal hectaren vermeld in lid 1 van toepassing op de houders van de rechtspersonen, de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van de deelbewijzen, de verdeling van het gebruiksrecht of hun inbreng in de activiteit van de partner overeenkomstig deel 2, hoofdstuk 9, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

HOOFDSTUK 6. — Aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers

Art. 26. Overeenkomstig artikel 30 van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van december 2021 wordt er aanvullende inkomenssteun toegekend aan de jonge landbouwers die onlangs voor het eerst een bedrijf hebben opgericht en die recht hebben op een betaling in het kader van de basisinkomenssteun bedoeld in hoofdstuk 4.

Voor de toepassing van lid 1 wordt het bedrijf voor het eerste opgericht binnen de vijf kalenderjaren voorafgaande aan het jaar van de indiening van de verzamelaanvraag.

De leeftijdsvoorwaarde bedoeld in artikel 24, lid 1, 1°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 wordt enkel nagegaan tijdens het eerste jaar van indiening van de verzamelaanvraag.

Art. 27. De aanvraag voor de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers wordt jaarlijks en tijdig ingediend via de verzamelaanvraag bepaald bij deel 2, hoofdstuk 2, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 28. § 1. Overeenkomstig artikel 30, § 3, lid 1, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers toegekend voor een ononderbroken periode van maximum vijf jaar te rekenen van het jaar van de aanvaarding van de eerste aanvraag.

§ 2. Overeenkomstig artikel 30, § 2, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2113 van 2 december 2021 wordt de steun bepaald in dit hoofdstuk toegekend aan de landbouwers die steun hebben gekregen in het kader van artikel 50 van Verordening (EU) nr. 1307/2013 van 17 december 2013 voor het overblijvend deel van de periode bedoeld in paragraaf 5 van bedoeld artikel.

§ 3. Overeenkomstig artikel 30, § 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is de toekenning van de aanvullende steun voor jonge landbouwers niet gewaarborgd voor de periode die de eerste programmering overschrijdt.

Art. 29. De aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers wordt, los van haar rechtsvorm, aan een rechtspersoon toegekend mits inachtneming van de volgende voorwaarden:

1° de rechtspersoon heeft recht op de basisinkomenssteun en heeft subsidiabele hectaren aangegeven;

2° een natuurlijke persoon voldoet aan de definitie van jonge landbouwer in de rechtspersoon.

De aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers wordt niet meer toegekend als de jonge landbouwer die voldoet aan de criteria verwoord in lid 1, 2°, opgehouden heeft de voorwaarde na te leven als bedoeld in artikel 24, § 1, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

Art. 30. Overeenkomstig artikel 30, § 3, lid 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 neemt de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers de vorm aan van een jaarlijkse ontkoppelde betaling per subsidiabele hectare.

De Minister bepaalt het bedrag van de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers per subsidiabele hectare.

Om budgettaire redenen kan het steunbedrag binnen de perken bepaald door de Minister worden aangepast overeenkomstig artikel 102, § 2, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021.

Art. 31. Overeenkomstig artikel 30, § 3, lid 3, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 wordt de aanvullende inkomenssteun voor jonge landbouwers beperkt tot honderd subsidiabele hectaren.

Overeenkomstig artikel 30, § 4, van Verordening (EU) nr. 2021/2115 van 2 december 2021 is het maximumaantal hectaren vermeld in lid 1 van toepassing op de houders van de rechtspersonen, de verenigingen of de vennootschappen zonder rechtspersoonlijkheid in functie van de deelbewijzen, de verdeling van het gebruiksrecht of hun inbreng in de activiteit van de partner overeenkomstig deel 2, hoofdstuk 9, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023.

HOOFDSTUK 7. — Slotbepalingen

Art. 32. Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 augustus 2015, 17 december 2015, 2 februari 2017, 23 maart 2017, 22 maart 2018, 11 oktober 2018, 14 maart 2019 en 23 december 2021 ;

2° het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 17 december 2015, 29 april 2016, 2 februari 2017, 22 maart 2018, 14 maart 2019, 1 september 2020, 5 augustus 2021 en 14 januari 2022 ;

3° het ministerieel besluit van 23 april 2015 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2015 tot vastlegging, voor het jaar 2015, van de data van indiening van de steunaanvragen betreffende de agromilieumaatregelen en de steun voor biologische landbouw, alsook de datum van indiening van de verzamelaanvraag en de uiterste datum van wijziging ervan;

4° het ministerieel besluit van 23 juni 2015 betreffende de aanvragen tot toekenning of tot aanpassing van de basisbetalingsrechten via het gebruik van de regionale reserve ten gunste van de landbouwers;

5° het ministerieel besluit van 21 september 2017 tot afwijking van de regels inzake de groene betaling aan verschillende Waalse gemeenten getroffen door de erkende droogte in 2017;

6° het ministerieel besluit van 10 oktober 2018 tot afwijking van de regels inzake de groene betaling na de erkende droogte in 2018 ;

7° het ministerieel besluit van 24 september 2021 tot afwijking voor het jaar 2021 van artikel 25 van het ministerieel besluit van 23 april 2015 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2015 tot uitvoering van het systeem van de rechtstreekse betalingen ten gunste van de landbouwers voor wat betreft de uiterste datum voor de inzaai en de periode waarin de gebieden met vanggewassen moeten worden aangelegd.

Art. 33. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 34. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/42313]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.245 à 249 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2015 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2015 relatif aux aides au développement et à l'investissement dans le secteur agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 novembre 2017 relatif à l'aide complémentaire à l'investissement dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles ou le développement de produits agricoles, ainsi qu'à l'investissement pour les entreprises du secteur de la première transformation du bois ;